

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

MÉMOIRE PRÉSENTÉ À  
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN ÉTUDES QUÉBÉCOISES

PAR  
KATLEEN LEBLANC

L'AFFAIRE DREYFUS ET LES INTELLECTUELS QUÉBÉCOIS

1894-1906

SEPTEMBRE 1998

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

## REMERCIEMENTS

L'intérêt pour l'histoire des intellectuels québécois s'est manifesté tout au long de la tenue du séminaire portant sur les intellectuels, dirigé par Manon Brunet et Pierre Lanthier, dans le cadre de la maîtrise en études québécoises à l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Je tiens donc à remercier en tout premier lieu mes directeur et co-directeur de recherche, Pierre Lanthier et Manon Brunet, qui ont tous deux accepté de m'accompagner dans cette démarche. Ils m'ont assurément apporté les éléments essentiels à la création d'une bonne analyse et d'un mémoire de maîtrise pertinent.

Je tiens aussi à remercier Yvan Lamonde, puisqu'il m'a permis de m'introduire dans le domaine de recherche auquel il s'intéresse depuis déjà quelques années. J'espère d'ailleurs que la présente recherche saura satisfaire à ses attentes.

Finalement, je souhaite remercier mon conjoint Yves Lefebvre et mes parents, pour tout le soutien et les encouragements qu'ils m'ont apportés.

Katleen Leblanc

## RÉSUMÉ

L'histoire de la naissance des intellectuels et du rôle qu'ils tiennent dans les sociétés retient l'attention des chercheurs depuis déjà quelques années. C'est d'abord la genèse des intellectuels français qui a suscité l'intérêt des chercheurs. La très grande majorité de ceux-ci s'entendent pour dire que les intellectuels français sont intervenus de façon considérable, lors de l'Affaire Dreyfus, précisément par suite du *J'accuse* de Zola.

L'histoire des intellectuels québécois est toutefois beaucoup plus problématique. Parmi les chercheurs s'étant penché sur le sujet, Yvan Lamonde affirme que l'intellectuel québécois n'est pas possible avant le XX<sup>e</sup> siècle. Yvan Lamonde soutient que le Québec n'a pas connu d'événement de l'envergure de l'Affaire Dreyfus, ayant pu susciter la mobilisation des intellectuels.

Il existe cependant un paradoxe qui incite à la réflexion : comment se fait-il que Léon Gérin utilise le substantif d'intellectuel en 1901, sans que les intellectuels en tant que groupe n'existent? Serait-il possible que Yvan Lamonde et les autres chercheurs n'aient pas utilisé les bonnes pistes de recherche dans l'étude des intellectuels au Québec. L'Affaire Dreyfus elle-même aurait-elle importé le substantif au Québec? Cette même affaire aurait-elle pu provoquer l'intervention des intellectuels québécois? L'étude de l'impact de l'Affaire Dreyfus au Québec servira à répondre à certaines de ces questions.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>REMERCIEMENTS</b> .....	iii
<b>RÉSUMÉ</b> .....	iv
<b>TABLE DES MATIÈRES</b> .....	v
<b>LISTE DES TABLEAUX</b> .....	vi
<b>LISTE DES GRAPHIQUES</b> .....	vi
<b>INTRODUCTION</b> .....	1
<b>CHAPITRE I     RETOUR À L’AFFAIRE DREYFUS</b> .....	7
1. L’Affaire : une série d’événements.....	8
2. Qui s’engage?.....	15
3. La presse française et l’Affaire Dreyfus.....	22
4. L’Affaire : un retentissement international ? .....	28
5. Conclusion.....	32
<b>CHAPITRE II     L’AFFAIRE DREYFUS DANS                          LA PRESSE QUÉBÉCOISE</b> .....	34
1. Constitution du corpus québécois.....	37
2. Une affaire médiatisée au Québec.....	46
3. <i>La Patrie</i> .....	51
4. <i>La Vérité</i> .....	63
5. <i>La Presse</i> .....	72
6. Conclusion.....	79
<b>CHAPITRE III     L’AFFAIRE DREYFUS ET L’ENGAGEMENT                          INTELLECTUEL AU QUÉBEC</b> .....	83
1. Le Québec au moment de l’Affaire Dreyfus.....	83
2. L’Affaire Dreyfus et les intellectuels québécois.....	88
3. Conclusion.....	101
<b>CONCLUSION</b> .....	102
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	106

## TABLEAUX

I	Nombre d'articles traitant de l'Affaire Dreyfus, selon les années, dans <i>La Patrie</i> , <i>La Vérité</i> et <i>La Presse</i> .....	47
II	Nombre d'articles portant sur le <i>J'accuse</i> de Zola, le faux Henry et le deuxième procès de Dreyfus, dans les trois journaux privilégiés.....	48
III	Nombres d'articles portant sur l'Affaire Dreyfus par page, par année, dans le journal <i>La Patrie</i> .....	53
IV	Types d'articles portant sur l'Affaire Dreyfus par année, retrouvés dans le journal <i>La Patrie</i> .....	54
V	Nombre d'articles portant sur l'Affaire Dreyfus par page, par année, dans le journal <i>La Vérité</i> .....	64
VI	Types d'articles portant sur l'Affaire Dreyfus par année, dans le journal <i>La Vérité</i> .....	65
VII	Nombre d'articles concernant l'Affaire Dreyfus par page, par année, dans le journal <i>La Presse</i> .....	73
VIII	Types d'articles portant sur l'Affaire Dreyfus par année, dans le journal <i>La Presse</i> .....	74

## GRAPHIQUES

I	Proportions occupées par les trois principaux événements relativement aux autres événements, dans les trois journaux choisis.....	49
---	---	----

## INTRODUCTION

L'origine des intellectuels était encore inconnue il y a quelques années de cela. Depuis, plusieurs chercheurs ont tenté de caractériser de façon précise l'intellectuel afin d'être en mesure d'en identifier les véritables conditions d'émergence. Cette réflexion concernant les intellectuels a d'ailleurs fait l'objet d'un colloque international en 1997, tenu à l'Université du Québec à Trois-Rivières, où chaque intervenant a tenté de décrire l'intellectuel.

L'intellectuel est apparu lors de ce colloque comme un individu possédant des capacités et des connaissances dans certains domaines. Paul Aron a identifié l'intellectuel comme étant celui qui utilise ses compétences pour d'abord intervenir en tant qu'individu avant d'agir par l'intermédiaire d'une masse critique<sup>1</sup>. L'intellectuel analyse les situations selon ses connaissances pour amener les gens à ses idées. Plus vulgairement, l'intellectuel est celui "qui se mêle de ce qui ne le regarde pas". Il critique et s'engage dans les grands débats politiques. Marcel Fournier précise que l'intellectuel devient souvent par la force des choses le produit de la conjoncture. Il ajoute que les conjonctures n'ont pas été favorables, au Québec, à l'émergence des intellectuels<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Paul Aron, communication faite au colloque international tenu à l'Université du Québec à Trois-Rivières, *L'inscription sociale de l'intellectuel*, 5 mars 1997.

<sup>2</sup> Marcel Fournier, communication faite au colloque international tenu à l'Université du Québec à Trois-Rivières, *L'inscription sociale de l'intellectuel*, 5 mars 1997

D'autres auteurs ont aussi tenté, lors de ce colloque et en d'autres occasions, de définir l'intellectuel. La définition de celui-ci a effectivement fait l'objet de plusieurs essais. Parmi ceux qui me semblent les plus vraisemblables, on retrouve la définition de Jean-François Sirinelli et de Pascal Ory. Ils font de l'intellectuel français "un homme du culturel, créateur ou médiateur, mis en situation du politique, producteur ou consommateur d'idéologie<sup>3</sup>". Andrée Fortin caractérise de son côté l'intellectuel québécois comme "un "définiteur" de situation, il analyse de manière critique pour ensuite formuler des solutions, des propositions d'actions<sup>4</sup>".

La principale fonction de l'intellectuel, qu'il soit français ou québécois, se traduit donc par un engagement. Dans son ouvrage *Les intellectuels et le temps de Duplessis*, Léon Dion cite Bernard-Henry Lévy où celui-ci parle de l'engagement dans le débat comme étant essentiel à l'accomplissement de l'intellectuel.

Bernard-Henry Lévy estime que l'acceptation, la recherche même du débat, établit l'intellectuel dans sa véritable nature : "L'intellectuel c'est le débat. C'est la pratique même du débat. C'est l'habitude, le principe, l'exigence absolue du débat. Un intellectuel c'est quelqu'un dont la seule présence indique que sa société fait droit aux droits du débat"<sup>5</sup>.

L'engagement de l'intellectuel et le débat qu'il entretient impliquent fondamentalement la tenue d'un discours. La sphère idéologique dans laquelle évolue le discours donne lieu à des discussions où les contradictions sont de rigueur. Selon Fernand Dumont, c'est à

---

<sup>3</sup> Jean-François Sirinelli et Pascal Ory, *Les intellectuels en France. De l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1992, p.10.

<sup>4</sup> Andrée Fortin, *Passage de la modernité. Les intellectuels québécois et leurs revues*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1993, p.4.



travers les supports du discours que “se font jour des représentations, plus ou moins fermes selon les groupes d’un ensemble collectif qui déborde la perception immédiate. Ces représentations influent à leur tour sur la structure sociale qui les a rendues possibles<sup>6</sup>”.

L’intellectuel est donc défini différemment selon les auteurs et particulièrement, selon la société dans laquelle il évolue. Dans le cadre de cette recherche, l’intellectuel sera perçu comme un individu qui possède des connaissances dans certains domaines, lui permettant de comprendre certaines situations problématiques. Il est celui qui analyse les situations et s’en forge une idée précise. L’individu devient réellement intellectuel lorsqu’il prend publiquement position. L’intellectuel s’engage socialement et politiquement, tentant par le fait même d’amener le plus d’individus possible à son idée. De plus, la conjoncture dans laquelle émerge l’intellectuel est essentielle. Elle permet ou non sa présence. L’intellectuel saisit un événement, l’analyse et prend position. Il s’engage lorsque la conjoncture lui permet de proposer des solutions d’actions.

La dimension conjoncturelle fait d’ailleurs l’objet des principaux débats tenus autour de l’intellectuel. Plusieurs chercheurs s’interrogent à savoir quelles sont les caractéristiques d’une conjoncture qui serait favorable à l’intervention des intellectuels. Plus précisément, certains, dont Yvan Lamonde, se demandent si le Québec a connu, dans

---

<sup>5</sup> Bernard-Henry Lévy cité par Léon Dion, *Les intellectuels et le temps de Duplessis*, tome 2, Québec, Presses de l’Université Laval, 1993, p.153.

le passé, une conjoncture propice à l'émergence et à la mobilisation des intellectuels québécois.

Yvan Lamonde soutient dans un article publié en 1994 dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, que l'intellectuel n'est pas possible avant le XX<sup>e</sup> siècle<sup>7</sup>. Selon l'historien, la conjoncture de la fin du dernier siècle n'a pas été favorable, au Québec, à l'émergence des intellectuels en tant que groupe comme cela s'est produit en France. En effet, l'origine des intellectuels français remonterait à la dernière décennie du XIX<sup>e</sup> siècle, précisément à l'Affaire Dreyfus.

Lamonde affirme qu'aucun événement n'a eu l'envergure de l'Affaire Dreyfus au Québec et n'a provoqué l'émergence des intellectuels. Un paradoxe devient alors évident concernant la naissance des intellectuels québécois. Si ces derniers ne sont pas socialement possibles au dernier siècle, comment se fait-il que Léon Gérin utilise le substantif dès 1901, dans un essai intitulé *Notre mouvement intellectuel*<sup>8</sup>, pour désigner une classe jusqu'alors inexistante, mais non moins réelle ? Est-il plausible de croire que Gérin utilise le terme sans que le groupe n'existe ?

---

<sup>6</sup> Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Boréal, 1993, p.121-122.

<sup>7</sup> Yvan Lamonde, "Les 'intellectuels' francophones au Québec au XIX<sup>e</sup> siècle : questions préalables", *Revue d'histoire de l'Amérique française*, automne 1994, 48, 2, p.163.

<sup>8</sup> Léon Gérin, "Notre mouvement national", *Mémoires de la Société royale du Canada*, section I, 1901, p.145-172.

L'interrogation suscitée par la constatation de l'utilisation du terme "intellectuel" en 1901 amène à se demander si l'Affaire Dreyfus n'aurait pas elle-même importé le substantif au Québec. Il existe effectivement une coïncidence qui mérite une attention particulière. Pourquoi dans ces conditions ne pas étudier l'impact qu'a eu l'Affaire Dreyfus au Québec? Pareille étude permettra de savoir si l'affaire a réellement importé le substantif d'intellectuel au Québec, en plus de réfléchir sur l'existence ou l'absence d'intellectuels au XIX<sup>e</sup> siècle.

Deux hypothèses peuvent être avancées dans le cadre de cette recherche. La première suppose que l'Affaire Dreyfus a eu, comme cela s'est vu ailleurs, un impact sur la vie politique et socioculturelle québécoise et qu'elle a importé le substantif en même temps que les pratiques. La deuxième propose que l'affaire se soit inscrite dans un débat politique local déjà fort bien engagé et que, telle la prose de monsieur Jourdain, elle a permis de nommer des pratiques qui existent depuis un bon moment.

L'étude se divisera en trois chapitres. Le premier portera d'une part sur la chronologie des événements en France ainsi que sur les différents partis impliqués dans la crise et d'autre part, sur l'impact de l'Affaire Dreyfus en France et dans le reste du monde. Le deuxième chapitre consistera essentiellement en l'analyse de l'impact de l'Affaire Dreyfus au Québec. La première partie de ce chapitre servira à déterminer le choix du corpus et la seconde contiendra une étude statistique et une analyse de contenu des sources

dépouillées. Le dernier chapitre sera fondamentalement une réflexion concernant la nature des réactions québécoises face à l’Affaire Dreyfus et les possibilités d’existence ou d’émergence des intellectuels canadiens-français.

## **CHAPITRE I**

### **RETOUR À L'AFFAIRE DREYFUS**

Selon plusieurs auteurs, l’Affaire Dreyfus marque la naissance des intellectuels en France. Ce point de vue amène toutefois à se demander comment un simple événement a pu provoquer un phénomène d’une telle importance. Il est très étonnant, en effet, de constater que la soi-disant trahison d’un obscur officier ait entraîné des mouvements d’opinion en France poussant son élite pensante à recourir à de nouveaux comportements.

L’affaire politique et militaire qui éclate en France à la fin du siècle dernier connaît une trame événementielle telle qu’elle suscite l’intérêt de la plupart des journalistes et, grâce à eux, de la grande majorité des Français et des Européens. L’Affaire Dreyfus évolue de façon tout à fait inattendue et les répercussions qu’elle provoque sont tout aussi surprenantes.

### ***L’Affaire : une série d’événements***

Les origines de l’Affaire Dreyfus remontent au 15 octobre 1894, quand un capitaine de l’armée française, Alfred Dreyfus, est arrêté, sur l’ordre du général Mercier, pour haute trahison. Le 19 décembre de la même année, c’est l’ouverture de son procès et le 5 janvier 1895, Dreyfus est solennellement dégradé dans la cour de l’École militaire. Bien que le condamné ne cesse de protester de son innocence, la plupart de ses contemporains le croient coupable. L’histoire qui, au départ, semblait n’être qu’une simple affaire militaire, prend un tout autre sens par suite de certains événements menant à la naissance ou, du moins, à la forte mobilisation des intellectuels en France.

“Lorsque le procès s’ouvre à Paris, le 19 décembre 1894, le verdict obsède déjà l’opinion”<sup>1</sup>. Malgré des preuves nettement insuffisantes, Dreyfus est déclaré coupable “d’avoir, en 1894, à Paris, livré à une puissance étrangère ou à ses agents, un certain nombre de documents secrets ou confidentiels intéressant la défense nationale [...]”<sup>2</sup>. Le verdict est accepté à l’unanimité, la résistance dreyfusarde se limitant, à toutes fins utiles, aux proches de l’infortuné capitaine.

Il est difficile de savoir à partir de quand la condamnation deviendra *l’Affaire Dreyfus*. On sait cependant que le doute a véritablement commencé à s’installer à la suite de certaines découvertes concernant les preuves de la culpabilité d’Alfred Dreyfus. En 1895,

---

<sup>1</sup> Vincent Duclert, *L’affaire Dreyfus*, Paris, Editions La Découverte, 1994, p.12.

quand Georges Picquart est nommé chef de la Section statistique, il décide de porter une attention particulière au dossier de l'affaire, conséquemment à la réception d'un document qu'on appellera plus tard "le petit bleu". Ce dernier retient l'attention de Picquart puisqu'il fait état d'un lien entre Schwartzkoppen, l'attaché militaire à l'ambassade d'Allemagne à Paris, et un commandant français, Walsin-Esterhazy. Picquart décide donc d'ouvrir une enquête qui le mène, en 1896, à la comparaison du petit bleu et du bordereau, qui comprend les trois documents constituant les preuves.

Le chef de la Section statistique fait alors une découverte intéressante. Il constate l'ampleur de la trahison d'Esterhazy et se rend à l'évidence que Dreyfus a été la victime d'une erreur grave, ou pire encore, d'un complot de la part de certains membres de l'état-major français. C'est en consultant le dossier secret que Picquart découvre que la plupart des preuves sont en réalité des faux. Le colonel rédige alors une note secrète au général Gonse l'informant de la culpabilité d'Esterhazy et de l'innocence de Dreyfus. Le général Gonse demande toutefois de séparer les deux affaires, soit celle d'Esterhazy et celle du bordereau, marquant de sorte son appui pour l'état-major.

L'état-major se trouve assurément indisposé par l'attitude de Picquart, qui semble être complice des dreyfusards, dont les premiers partisans, au moment de la condamnation du capitaine, sont l'épouse et le frère d'Alfred Dreyfus, Lucie et Mathieu Dreyfus. C'est

---

<sup>2</sup> Extrait du jugement de 1894 dans Vincent Duclert, *op cit.* , p.13.

d'ailleurs Mathieu Dreyfus qui va relancer l'affaire, en septembre 1896, en faisant courir le bruit de l'évasion du capitaine Alfred Dreyfus<sup>3</sup>.

L'état-major doit réagir rapidement pour ne pas alerter l'opinion publique. Il décide donc d'envoyer le colonel Picquart loin de Paris puisqu'il est devenu menaçant pour la réputation de l'état-major. D'ailleurs, le commandant Henry et son acolyte Guénée, ancien policier attaché à la section statistique, ont produit un rapport à son sujet affirmant qu'il a entretenu des relations avec un avocat, Maître Louis Leblois, et démontrant que les conseils juridiques donnés par ce dernier forment la preuve de la trahison du chef de la Section.

Afin de calmer l'inquiétude des chefs, le commandant Henry imagine une pièce accablante afin de prouver une fois de plus la culpabilité de Dreyfus. Cette pièce, qui a été fabriquée le 31 octobre et le 1<sup>er</sup> novembre 1896, est remise au ministère, au général Gonse, puis au général Boisdeffre, qui la transmet à son tour au général Billot pour finalement être mélangée aux autres documents authentiques. Picquart flaire la machination et demande à Maître Leblois de mener la lutte pour la reconnaissance de la vérité.

---

<sup>3</sup> Michel Drouin, *L'Affaire Dreyfus de A à Z*, France, Flammarion, 1994, p.45.



De 1895 à la fin de 1897, certains, tel Auguste Scheurer-Kestner, vice-président du sénat, prennent parti pour Dreyfus. Le sénateur affirme posséder les preuves établissant l'innocence de Dreyfus et tente même d'en convaincre Jean Jaurès, alors député, mais en vain. Les efforts de Scheurer-Kestner auprès d'Émile Zola vont cependant réussir. Ce dernier décide alors de rédiger en novembre 1897 un article intitulé "M.Scheurer-Kestner". L'article crée immédiatement un effet, en particulier avec sa conclusion : "La vérité est en marche, et rien ne l'arrêtera"<sup>4</sup>. Les efforts des premiers dreyfusards suscitent donc un impact qui se traduit d'ailleurs au début de 1898 par le procès à huis clos d'Esterhazy. Celui-ci est toutefois innocenté et la foule acclame cette décision.

C'est cependant le 13 janvier 1898 qu'a lieu le point tournant de l'Affaire Dreyfus. Zola publie une lettre dans *L'Aurore*, adressée au Président de la République, qui sera intitulée par Clemenceau, "J'accuse". Zola y accuse les chefs de l'armée d'avoir conspiré contre le capitaine Alfred Dreyfus. L'article, qui se trouve en première page, provoque sur-le-champ de nombreuses manifestations contre Zola et contre les Juifs. Personne n'est indifférent au *J'accuse* de Zola. Les accusations portées contre les chefs de l'état-major provoquent d'ailleurs l'éloignement de personnes surtout favorables au capitaine. Joseph Reinach lui reproche son manque de concision et l'ancien député Ferdinand Dreyfus, lui reproche d'attaquer l'état-major :

---

<sup>4</sup> Stéphane Khémis, dir., "Un drame en cinq actes", *L'Histoire*, Paris, Société d'éd. scientifiques, 1994, p.7.

C'est la lettre de Zola qui a mis le feu aux poudres. Cette lettre ne peut être approuvée, quelque opinion qu'on ait sur le fond. Elle mettait en cause l'armée : elle l'injurait violemment ; elle donnait aux partisans de la révision du procès l'allure d'ennemis de l'armée<sup>5</sup>.

L'état-major décide même de poursuivre Émile Zola pour les accusations faites que l'on dit non fondées. L'accusation du général Billot porte précisément sur la phrase "*J'accuse*" le conseil de guerre d'avoir "*commis le crime juridique d'acquitter sciemment un coupable [Esterhazy]*"<sup>6</sup>. Le procès contre Zola et le propriétaire de *L'Aurore* suscite inévitablement la réaction. De part et d'autre on manifeste soit pour Zola et contre l'armée ou encore, on manifeste non seulement contre Zola, mais aussi contre les Juifs.

Le procès d'Émile Zola s'ouvre le 7 février 1898 et l'écrivain tente d'en faire l'occasion de détruire les preuves accablantes pour Dreyfus. Cependant, maître Delegorgue, le président de l'instruction judiciaire, refuse ce genre de procès et va même jusqu'à affirmer que la question ne sera pas posée. Il se rendra d'ailleurs célèbre grâce à ces mots qui n'ont sûrement guère été appréciés des partisans de Dreyfus. Émile Zola est reconnu coupable des accusations portées contre lui. Néanmoins, grâce à son article et son procès, Zola aura réussi à semer le doute chez quelques indécis mais il aura surtout réussi à relancer le débat concernant la culpabilité de Dreyfus.

---

<sup>5</sup> Philippe E. Landau, *L'opinion juive et l'affaire Dreyfus*, Paris, Éditions Albin Michel, 1995, p.66.

<sup>6</sup> *Idem*.

“L'événement Henry” va lui aussi contribuer à la révision du procès de Dreyfus. *L'affaire Henry* débute le 13 août 1898, quand le capitaine Cuignet dévoile le truquage du document, qui constitue le “faux Henry”, où étaient collés deux papiers d'origines visiblement différentes. Le 30 août suivant, le lieutenant-colonel Henry avoue son crime. Il est alors arrêté et conduit au Mont-Valérien où il sera retrouvé mort le lendemain, la gorge tranchée. Le faux Henry crée inévitablement beaucoup d'émoi chez les antidreyfusards et bien sûr chez les dreyfusards qui eux, réclament avec énergie la nécessité d'une révision.

Dès le 3 septembre, Lucie Dreyfus, épouse de l'ex-capitaine, fait officiellement une demande de révision à la Cour de cassation contre le jugement du 22 décembre 1894. Les 27, 28 et 29 octobre, la Cour de cassation examine et déclare recevable la demande de révision. C'est le 3 juin 1899, que l'arrêt de révision est effectué. Dreyfus est alors renvoyé devant le conseil de guerre de Rennes.

À la suite de cet événement, Zola, qui était en exil depuis sa condamnation, revient et publie dans *L'Aurore* “Justice”, dans lequel il affirme qu'il est rentré puisque, enfin, la vérité éclate et que la justice est rendue<sup>7</sup>. Il s'agit sans aucun doute d'une première grande victoire pour les dreyfusards puisqu'ils pourront tenter de faire la lumière sur toute cette affaire pour le moins inusitée.

---

<sup>7</sup> Stéphane Khémis, dir., *op cit.*, p.9.

Le deuxième procès d'Alfred Dreyfus constitue l'un des événements les plus importants, en terme d'impact sur l'opinion publique, de l'Affaire Dreyfus. Les partisans de chacun des partis crient leur opinion de part et d'autre. D'ailleurs, dès le jour de l'annonce de l'arrêt, soit la décision de la Cour de cassation de réviser le procès de 1894, plusieurs manifestations éclatent un peu partout en France.

Le procès s'ouvre le 8 août 1899 au lycée de Rennes, et c'est le 9 septembre que le jury rend sa décision. Cinq jurés sur sept réitèrent le jugement de 1894. Alfred Dreyfus est reconnu coupable pour la deuxième fois pour intelligence avec l'ennemi, avec circonstances atténuantes. Il est condamné à dix ans de prison. Cependant, il obtient sa grâce le 19 novembre et peut maintenant mener sa lutte lui-même. Il obtient d'ailleurs le 5 mars 1904 un nouveau procès qui aboutit, en 1906, à la cassation sans renvoi du verdict de Rennes. Dreyfus est réhabilité et réintégré dans l'armée où il sera nommé chef d'escadron et élevé à la dignité d'officier de la Légion d'honneur. Alfred Dreyfus meurt le 11 juillet 1935, laissant derrière lui un passé qui aura sans contredit changé le cours de l'histoire, ne serait-ce qu'en provoquant l'engagement des intellectuels.

### *Qui s'engage ?*

En France, lorsque l’Affaire Dreyfus éclate au grand jour, deux camps se divisent et prennent position : les dreyfusards et les antidreyfusards. Qui sont-ils ? Les dreyfusards sont d’abord la famille et les amis de Dreyfus mais aussi ceux qui croient en son innocence et affirment leur opinion. Les partisans de la ligue dreyfusarde s’engagent dans la lutte pour d’une part défendre Dreyfus, et d’autre part, pour défendre et diffuser une pensée. En effet, l’affaire met en lumière certains grands débats de la société française et les intervenants profitent de l’événement pour faire valoir leurs idées.

Les dreyfusards sont motivés par différents intérêts et leur action n’est certainement pas justifiée par le même courant idéologique. Vincent Duclert identifie précisément trois types de défenseurs. Premièrement, il y a les dreyfusards en tant que tel. Ils défendent Dreyfus “[...]en tentant de reconstituer les événements du procès de 1894, pour en démontrer l’injustice et ainsi en arriver à la preuve de l’innocence de Dreyfus<sup>8</sup>” et à la révision de son procès. Le deuxième type identifié par Duclert est constitué des dreyfusistes. Ces derniers utilisent l’Affaire Dreyfus “[...]comme un fait explicateur de la société et comme une référence pour en arriver à une nouvelle politique, qui mènerait à la cité rêvée<sup>9</sup>”. Finalement, les dreyfusiens, troisième groupe de défenseurs, ne sont ni des dreyfusards ni des dreyfusistes. Ils arrivent en 1898 au moment de la confrontation entre dreyfusards et antidreyfusards, dreyfusistes et nationalistes, bref au moment où le régime

---

<sup>8</sup> Vincent Duclert, *op cit.*, p.82.

<sup>9</sup> *Ibid.* : p.83.

parlementaire est menacé. “Les dreyfusiens voient dans la défense de Dreyfus le moyen de revenir à la normale tout en renforçant les institutions sociales et politiques défailantes<sup>10</sup>”.

La ligue dreyfusarde est donc hétérogène. Toutefois on compte au départ très peu de Juifs se portant à la défense de Dreyfus. Ceci s’explique par le fait que les Juifs ne veulent pas davantage attiser les passions qui animent les antisémites de l’époque. Quelques Juifs décident néanmoins de lutter pour la révision du procès de Dreyfus. C’est le cas de Mathieu Dreyfus, Zadoc Kahn, Bernard Lazare et Joseph Reinach. Il s’agit en fait d’hommes isolés qui, selon leur conscience, décident de se battre pour la reconnaissance de la vérité. L’engagement des Juifs va devenir plus important en 1896, avec la persistance de l’antisémitisme. Quand l’affaire devient aussi celle des Juifs, ceux-ci, qui se sentent interpellés en tant que Français et en tant que Juifs, décident de s’engager à leur tour dans cette guerre<sup>11</sup>.

En 1898, au moment où Émile Zola publie son fameux *J’accuse*, une autre couche de la société sort de son ombre et s’engage dans la lutte. En effet, pour la première fois depuis la condamnation d’Alfred Dreyfus, des savants, des universitaires et des écrivains, clairement identifiés, se montrent favorables à la révision du procès de Dreyfus. Clemenceau parle d’eux comme étant des intellectuels. “Ce moment marquait un

---

<sup>10</sup> Vincent Duclert, *op cit.* , p.82-83.

extraordinaire bouleversement. À ce jour, il n'allait plus être rare, pour paraphraser Clemenceau, que "les hommes de pur labeur intellectuel se manifestent au premier rang"<sup>12</sup>. Clemenceau utilise le substantif pour désigner "ceux qui se groupent sur une idée et s'y tiennent inébranlables"<sup>13</sup>.

Maurice Barrès l'utilise à son tour mais dans un autre sens. Barrès enrage parce que le terme est repris par l'autre camp et traite même les dreyfusards de "demi-intellectuels". Pour l'auteur, l'intelligence de ceux-ci "fonctionne à vide" et "ils se fondent sur des abstractions au mépris de 'l'inconscient national'<sup>14</sup>". Bien que ses idées soient assez arrêtées au sujet des dreyfusards, sa définition de l'intellectuel n'est pas encore clairement définie. En fait, il appelle intellectuels aussi bien les étudiants que les écrivains et "il désigne tout homme qui 'communique une pensée', tout individu dont l'action passe par l'esprit critique"<sup>15</sup>.

On retrouve parmi ces nouveaux engagés des noms tels que Émile Durkheim, Marcel Mauss, Sylvain Lévi et Xavier Léon. Quel que soit le lien qui les rattache à la communauté juive, ces universitaires ne veulent pas intervenir au nom de la solidarité juive. Ils interviennent plutôt parce qu'ils croient que la révision du procès de Dreyfus est

---

<sup>11</sup> *Ibid.* : p.41.

<sup>12</sup> Michel Drouin, *op cit.* , p.69.

<sup>13</sup> Stéphanie Khémis, dir., *op cit.* , p.8.

<sup>14</sup> Catherine Pomeyrols, *Les intellectuels québécois : formation et engagements 1919-1939*, Montréal, L'Harmattan, 1996, p.46.

<sup>15</sup> Philippe E. Landau, *op cit.* , p.68.

absolument nécessaire. En juillet 1898, l'archéologue Salomon Reinach publie une brochure intitulée *Drumont et Dreyfus*, dans laquelle il affirme que *La Libre Parole* a fondamentalement influencé le procès et Théodore Reinach va même jusqu'à écrire *Gonse Pilate et autres histoires*.

Nul doute que tous ces intellectuels sont aux premières lignes. Des chartistes, des biologistes, des historiens et des sociologues s'engagent dans la lutte pour la révision. Plusieurs motifs poussent les intellectuels à intervenir lors de l'affaire. En fait, Vincent Duclert identifie "quatre types d'intellectuels issus de la matrice dreyfusarde : l'intellectuel républicain, l'intellectuel socialiste, l'intellectuel libéral [...] et l'intellectuel juif<sup>16</sup>".

Parmi les approches de l'analyse de la naissance des intellectuels au moment de l'Affaire Dreyfus, l'une d'elles pose d'ailleurs la question des raisons qui ont poussé les intellectuels à s'engager. Dans une telle approche, il faut fondamentalement s'éloigner de la seule étude de la presse dreyfusarde, et poser la question "de la relation entre une éthique du savoir et une conscience de citoyenneté, à reconnaître le lien opératoire entre une forme sociale [...] et une forme intellectuelle [...]"<sup>17</sup>. En fait, ce que Duclert dit, c'est

---

<sup>16</sup> Vincent Duclert, *op cit.*, p.91.

<sup>17</sup> Vincent Duclert, *Op cit.*, p.92.



que les intellectuels ne sont pas nécessairement nés de l'affaire. L'affaire a fait naître une nouvelle forme d'intellectuel, l'intellectuel dreyfusard, "critique, fraternel"<sup>18</sup>.

Catherine Pomeyrols précise de plus que le terme "intellectuel" naît dans un contexte sans aucun doute "favorable aux prises de position et aux engagements"<sup>19</sup>. Toutefois, cela ne signifie pas que l'intellectuel n'existait pas auparavant. En fait, selon Christophe Charle, les deux décennies qui précèdent l'affaire ont permis l'élaboration des thèses qui s'y affrontent<sup>20</sup>. Cette affaire, qui devient rapidement une cause morale, marque l'entrée en scène des intellectuels par leurs interventions. Dans ce contexte où "deux morales et deux systèmes politiques s'opposent, les positions sont les mêmes qu'auparavant, seuls les tenants des camps ont changé"<sup>21</sup>.

Qu'en est-il de l'intellectuel antidreyfusard? En fait, on parle très peu des antidreyfusards comme étant des intellectuels. Pourtant, leurs interventions ne cessent de se multiplier, du déclenchement judiciaire de l'affaire à la réhabilitation de Dreyfus. Au moment de l'Affaire Dreyfus, on confond souvent les termes 'd'intellectuels' et 'd'intellectuels de gauche'. C'est donc dire que ce que Christophe Charle appelle le 'parti

---

<sup>18</sup> *Ibid.*, p.93.

<sup>19</sup> Catherine Pomeyrols, *op cit.*, p.46.

<sup>20</sup> Christophe Charle, *Naissance des "intellectuels" 1880-1900*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1990, p.93.

<sup>21</sup> *Idem.*

des intellectuels'<sup>22</sup>, n'est alors pas clairement défini. En fait, il semble que si la définition de Barrès est juste, plusieurs antidreyfusards étaient des intellectuels.

Le camp antidreyfusard, principalement représenté par Maurice Barrès et Paul Déroulède, se glisse réellement à l'avant-scène à l'automne 1898. Les actions de ces deux grandes figures touchent plusieurs milieux mais toujours au service du nationalisme. Leur combat est loin de ne concerner que Dreyfus et, surtout pour Déroulède, il fournit "l'occasion d'exploiter les faiblesses du régime parlementaire et, par la force, provoquer la chute de la République<sup>23</sup>".

L'intervention d'Édouard Drumont, polémiste et fondateur du journal *La Libre Parole*, et de Jules Guérin apporte une autre dimension au combat antidreyfusard. En effet, Dreyfus représentent pour eux la raison d'être du combat idéologique qu'ils alimentent. Toutefois, cette vision antisémite de l'affaire ne mobilise qu'une petite partie des tenants de la pensée antidreyfusarde. En fait, les positions radicales qu'emploient les Barrès, Déroulède, Drumont et Guérin représentent très peu la position de la France qu'ils souhaitent antidreyfusarde et antisémite.

---

<sup>22</sup> *Idem.*

<sup>23</sup> Vincent Duclert, *op cit.* , p.97.

Il ne faudrait pas non plus négliger l'armée, le clergé et l'aristocratie qui sont certainement les grands bastions de cette position. Toutefois, ils n'épousent pas tous le sentiment antidreyfusard. D'ailleurs, les catholiques dreyfusards viennent contredire la vision d'une Église exclusivement antisémite et nationaliste. Pourtant, pendant longtemps on a cru que le clergé s'était rangé en bloc dans le camp antidreyfusard. Mais son silence aux deux congrès traitant des principaux problèmes sociaux, tenus à Reims en 1896 et à Bourges en 1900, "permet de douter d'un engagement aussi monolithique<sup>24</sup>". Pour reprendre l'expression de René Rémond, les catholiques ont choisi divers camps<sup>25</sup>.

Le même phénomène s'est produit à l'intérieur de l'armée. Selon William Serman, il existe à l'intérieur de l'armée quatre attitudes à l'égard de l'Affaire Dreyfus. Il y d'abord les indifférents, majoritairement recrutés dans les rangs de la troupe et des sous-officiers. Il y a ensuite ceux qui adoptent la neutralité. Ce sentiment domine chez les officiers. Les dreyfusards forment la troisième tranche et probablement la plus faible, dans le corps des officiers. Finalement, le quatrième groupe et le plus important dans le corps des officiers est constitué des antidreyfusards<sup>26</sup>.

La matrice antidreyfusarde prend donc source dans différents milieux. Tout comme le parti dreyfusard, les gens qui composent le camp antidreyfusard s'engagent dans la lutte,

<sup>24</sup> Jean-Marie Mayeur, dans Michel Drouin, *op cit.*, p.338.

<sup>25</sup> René Rémond, "Les catholiques choisissent leur camp", *L'Histoire*, 1994, p.70-71.

<sup>26</sup> William Serman dans Michel Drouin, *op cit.*, p.314.

profitant de l'occasion pour faire valoir leur position. Le débat qui entoure l'affaire permet aux différents tenants de défendre leur doctrine. C'est beaucoup plus une idéologie, c'est-à-dire un nouveau système de pensée politique, qui les pousse à prendre position plutôt que la cause de Dreyfus elle-même.

### *La presse française et l’Affaire Dreyfus*

*En ce temps d'autrefois les journaux de Paris et les grands quotidiens de province commandaient littéralement l'existence quotidienne de la nation. Chaque matin et soir les populations se précipitaient sur les dernières éditions parues. Tout article avait une résonance que nous ne pouvons plus soupçonner<sup>27</sup>.*

Dès les premiers instants, l’Affaire Dreyfus mobilise la presse française. Les journaux n’ont pas profité de l’Affaire Dreyfus. En fait, ils ont participé à sa mise en place. Effectivement, il s’est agi avant tout d’une affaire d’opinion publique<sup>28</sup>. Pierre Birnbaum affirme même que “pour la première fois, la presse a exercé une forte influence sur la vie politique du pays, dramatisant ou créant l’événement, soutenant ou dénonçant les autorités, exerçant pressions et chantages<sup>29</sup>”. Il précise toutefois que “la puissance

---

<sup>27</sup> Georges Roux, *L’Affaire Dreyfus*, Paris, Librairie académique Perrin, 1972, p.54.

<sup>28</sup> Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *op cit.*, p.14.

<sup>29</sup> Pierre Birnbaum, “Cette longue vague”, *La France de l’affaire Dreyfus*, Paris, Éditions Gallimard, 1994, p.692.

d'opinion qu'est la presse n'est pas maîtresse des opinions. [...] Elle ne fait qu'amplifier les mouvements, elle ne les crée pas<sup>30</sup>».

Patrice Boussel parle de son côté de la formation d'un mythe. Selon cet auteur, ce qui se produit dans la presse à la suite du scandale financier de Panama et juste avant l'Affaire Dreyfus, constitue la période où la presse "a réuni les éléments du mythe et son lecteur peut édifier un système cohérent d'idées sur des faits incontestables ou prétendus tels<sup>31</sup>". Donc lorsque l'Affaire Dreyfus débute, les principaux organes de presse sont contraints "soit de prendre parti, soit de justifier leur mise en retrait<sup>32</sup>".

La presse française se divise entre les deux principaux camps et cette forme d'engagement de la part des journalistes contribue à animer le débat. Dès les premiers instants de l'affaire, on pouvait lire dans *La Libre Parole* de Edouard Drumont, "L'affaire sera étouffée parce que cet officier est Juif<sup>33</sup>". Quelques jours plus tard *Le Figaro* publiait une interview de Mercier dans lequel il parlait des preuves irréfutables contre Dreyfus, affirmations que *Le Temps* s'empressa de mettre en doute. Le débat était lancé et la presse y était pour beaucoup.

---

<sup>30</sup> Pierre Birnbaum, *op cit.*, p.694.

<sup>31</sup> Patrice Boussel, *L'affaire Dreyfus et la presse*, Paris, Armand Colin, 1960, p.32.

<sup>32</sup> Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *op cit.*, p.15.

<sup>33</sup> Stéphane Khémis, dir., *op cit.*, p.6.

À la suite de *La Libre Parole*, la presse se déchaîna. Les organes nationalistes et antisémites, bien sûr, *La Croix* des Assomptionnistes et *L'Intransigeant* de Rochefort, mais aussi ceux que l'on pouvait considérer comme modérés, du *Matin* à *L'Écho de Paris*. Les ragots les plus invraisemblables, les histoires d'espionnage les plus extraordinaires couraient sur le compte du capitaine<sup>34</sup>.

La presse antidreyfusarde et antisémite attaque les Juifs au tout début de l'affaire. Les antisémites dénoncent cette communauté à laquelle appartient Alfred Dreyfus parce que selon eux, elle contribue à la destruction de la société française. "En tout autre circonstance l'incident n'aurait été qu'une banale affaire judiciaire. Un fond de toile d'antisémitisme latent et une presse d'antisémitisme déchaîné vont soudain l'agrandir démesurément<sup>35</sup>". Particulièrement par suite du *J'accuse* de Zola, les insultes faites aux Juifs deviennent d'autant plus vulgaires. La presse antisémite reproche aux Juifs de manquer de patriotisme et de trahir leur pays au nom de leurs propres intérêts.

La lettre de Zola et les poursuites qu'elle entraîne provoquent la tenue de plusieurs manifestations dans plus de cinquante villes de la France. Partout on entend "Vive l'Armée ! Vive Drumont ! Mort à Zola ! À bas les Juifs !"<sup>36</sup>. On dénonce le "syndicat" qui milite pour Dreyfus et les attaques se multiplient à l'égard des dreyfusards et des Juifs. La presse antidreyfusarde les accuse de conspirer contre l'armée et la France par solidarité pour la communauté juive.

---

<sup>34</sup> Michel Drouin, *op cit* , p.29.

<sup>35</sup> Georges Roux, *op cit* , p.56.

<sup>36</sup> Philippe E. Landau, *op cit* , p.54.

*La Libre Parole* et *La Croix* dénigrent ce qu'ils appellent la coalition judéo-protestante contre l'armée et la France. L'appui des protestants est en effet justifié par les similitudes historiques et politiques qu'ils partagent avec les Juifs.

Minorité comme eux, marqués pendant des siècles par l'exclusion et la persécution, ayant connu comme eux une affaire, celle de Calas au XVIII<sup>e</sup> siècle, ils savent ce que signifie la "nouvelle Saint-Barthélémy" à laquelle appellent les articles de Drumont et de ses amis. Républicains comme les Juifs, ils comprennent que la France de 1789 est en danger<sup>37</sup>.

Les positions de la presse antidreyfusarde reflètent en fait ce qu'est devenue selon Landau l'Affaire Dreyfus, soit une guerre d'églises où l'on retrouve "d'un côté des protestants et des Juifs républicains [et de l'autre], des catholiques nationalistes, souvent monarchistes et assurément antisémites<sup>38</sup>".

Au-delà des vulgarités, on retrouve dans la presse antidreyfusarde une nouvelle force politique qui tourne autour de l'idée de nation. Le thème patriotique existait auparavant mais il prend une allure plus spécifique d'une part par "le regroupement autour du drapeau contre les 'internationalistes' [...]" et d'autre part, par une vision plus ethnique de la France, à l'origine de l'antisémitisme de cette époque<sup>39</sup>. À cette vision de la nation, les antidreyfusards ajoutent enfin une idéologie qui défend plus particulièrement "l'image

---

<sup>37</sup> *Ibid.*, p.62.

<sup>38</sup> Philippe E. Landau, *op cit.*, p.63.

<sup>39</sup> Vincent Duclert, *op cit.*, p.9.

d'une ancienne société : le dogme, l'autorité, celle de l'armée et de la hiérarchie, celle des contrats et de la 'chose jugée'<sup>40</sup> .

Un tel système idéologique, dans le cas de l'Affaire Dreyfus, implique le refus total de la révision du procès de 1894. En effet, une très grande partie de la campagne antidreyfusarde et antisémite dans la presse porte sur ce thème pour le moins central. Ce thème est d'ailleurs le principal instrument de bataille des dreyfusards. On retrouve dans la presse dreyfusarde, plusieurs idées mais une seule les réunit, la révision du procès de Dreyfus et sa réhabilitation. Cette presse utilise tous les moyens pour dénoncer le procès de 1894. Bien qu'elle réagisse aux attaques antisémites, elle a pour but ultime la révision.

L'appui de la presse à Dreyfus et cette campagne pour la révision démontrent que le camp dreyfusard défend les valeurs fondamentales du libéralisme. Des journaux comme *Le Temps* et *Le Siècle* mènent le combat de "la justice contre l'ordre, de la raison contre l'autorité ainsi que de la société laïque contre les valeurs religieuses et théocratiques"<sup>41</sup> . La révision du procès devient alors essentielle et la grâce de Dreyfus incontournable. Ce que défendent les dreyfusards, ils le font au nom de la justice, s'opposant par le fait même à tout compromis.

La presse juive affronte elle aussi la question et affirme son opinion. Dans un premier éditorial, Isaïe Levaillant "affirme que les Juifs ont le droit et le devoir de s'exprimer sur

---

<sup>40</sup> Pierre Miquel, *Une énigme ? L'affaire Dreyfus*, Paris, Presses Universitaires de France, 1972, p. 8.



l’Affaire<sup>42</sup>». L’idéologie que soutiennent la presse juive et les intellectuels de même origine rejoint essentiellement l’idéologie que défendent les dreyfusards. L’idée de justice est toujours au centre de leur discours mais une nouvelle dimension s’y ajoute. Les Juifs défendent Dreyfus et souhaitent la justice pour que cessent les attaques contre leur communauté.

Signalons enfin que pour une partie de la presse dreyfusarde, l’Affaire fournit l’occasion d’une réflexion sociale. En 1899, on retrouve un article dans *La Revue Blanche* où Julien Benda rejoint la pensée d’Émile Durkheim, en affirmant que l’affaire devrait mener à plus de justice sociale.

La presse dreyfusarde et antidreyfusarde n’a donc pas seulement défendu ou condamné un homme Juif. Les intellectuels et autres partisans qui ont pris part à la lutte dans la presse française ont défendu une pensée et une idéologie, qui allaient fondamentalement permettre l’évolution du système social et politique français. Ainsi, l’engagement des intellectuels dans un tel contexte aura permis de faire évoluer la société française.

---

<sup>41</sup> *Ibid.* , p.9.

<sup>42</sup> *Ibid.* , p.42.

### ***L’Affaire : un retentissement international ?***

Il est difficile de savoir quel a réellement été le rôle de l’Affaire Dreyfus dans l’histoire de la société française. Certains lui donnent un effet durable tandis que d’autres croient que ses lendemains furent de courte durée. “La difficulté à saisir l’effet de l’Affaire Dreyfus réside d’abord dans l’imprécision de sa durée réelle<sup>43</sup>”. Les conclusions concernant l’impact de l’Affaire Dreyfus dans la société française dépendent effectivement de l’attention portée soit à l’affaire judiciaire soit à l’affaire politique.

Quoi qu’il en soit, l’Affaire Dreyfus a certainement constitué un événement majeur dans la promotion des intellectuels français, mais aussi dans l’évolution socio-politique de la France. Est-il possible d’affirmer que cette même affaire ait eu un effet similaire sur les autres sociétés de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ? En fait, selon Catherine Pomeyrols, l’affaire a effectivement eu un impact sur les autres sociétés. Toutefois, on peut se demander si cet impact s’est effectué au même degré qu’en France.

Yvan Lamonde explique le grand retentissement de l’Affaire Dreyfus en France par le fait qu’elle se produit simultanément à la propagation à travers l’Occident des mêmes idéologies politiques<sup>44</sup>. L’Affaire Dreyfus devient ce qu’elle est, selon Lamonde, parce

---

<sup>43</sup> Pierre Birnbaum, *op cit.*, p.691.

<sup>44</sup> Yvan Lamonde, “L’Affaire Dreyfus et les conditions d’émergence de l’intellectuel vues des Amériques”, dans Marie-Christine Granjon et Michel Trebitsch, *Pour une histoire comparée des intellectuels*, Paris, Éditions Complexe, 1998, p.113.

qu'elle "concorde avec la mise en place de nouveaux intérêts intellectuels et de nouvelles visions idéologiques<sup>45</sup>".

Nul doute que l’Affaire Dreyfus a eu un retentissement international. André Kaspi se permet même d’affirmer que l’affaire fut d’abord une crise internationale<sup>46</sup>. Il apparaît cependant réaliste d’affirmer que l’impact eut un degré moindre hors de France. Néanmoins, le fait que la plupart des journaux étrangers relatent chaque événement concernant l’affaire démontre clairement l’importance des répercussions à l’étranger.

Dès les premiers instants de l’affaire, on sent l’hostilité entre la France et l’Allemagne. On retrouve d’un côté une France défaite en 1870 et désireuse d’une revanche, une Allemagne de plus en plus consciente des puissances politiques économique et militaire. En fait, selon Kaspi, "la menace d’une guerre se profile continuellement derrière l’affaire<sup>47</sup>".

Souhaitant mettre fin aux accusations d’espionnage, l’Allemagne produit deux démentis concernant les possibles relations entre le capitaine Alfred Dreyfus et le lieutenant-colonel von Schwartzkoppen. Le secrétaire d’état du chancelier Hohenloeh,

---

<sup>45</sup> Ibidem , p.114.

<sup>46</sup> André Kaspi, "La France au ban des Nations", *L'Histoire*, 1994, p.96.

<sup>47</sup> *Idem*.

von Bülow, affirme que l'Allemagne doit se tenir loin de l'affaire afin d'éviter de glisser dans la guerre. Il écrit en 1898 dans une note diplomatique :

Dans l'Affaire Dreyfus, notre intérêt principal est de rester autant que possible en dehors. Une victoire des antirévisionnistes n'est pas à souhaiter, parce qu'elle pourrait conduire à la dictature, et celle-ci à une guerre contre nous. [...] D'autre part, il n'est pas désirable que la France, par une réhabilitation rapide et éclatante de Dreyfus, regagne tout de suite les sympathies libérales et juives. Le mieux est que l'Affaire continue de s'envenimer, désagrège l'armée et scandalise l'Europe<sup>48</sup>.

La presse allemande reste elle aussi discrète par rapport aux événements. Cependant, à l'occasion du *J'accuse* de Zola, elle va se positionner relativement à Dreyfus et à la France. Les pays voisins comme la Belgique, la Grande-Bretagne et l'Italie n'acceptent pas le sort imposé à Dreyfus. La Russie, pour sa part, est plutôt favorable à la France mais se permet tout de même de critiquer<sup>49</sup>.

Nul doute que la grande majorité des journaux étrangers relatent l'affaire, en particulier à l'occasion de l'ouverture du procès de Rennes. Effectivement, dans plusieurs ouvrages relatant les événements constituant l'Affaire Dreyfus, on parle de cette masse de journalistes, européens mais aussi américains, qui se rendent à Rennes pour couvrir les événements.

---

<sup>48</sup> *Ibid.*, p.98.

<sup>49</sup> André Kaspi, "La France au ban des Nations", *L'Histoire*, 1994, p.96.

Coll I Amargos estime importante la mobilisation dreyfusarde hors de France. Selon cet auteur, cette mobilisation s'est davantage concentrée en Allemagne, en Angleterre et aux États-Unis. Elle fut qualifiée par certains journalistes de campagne anti-française, puisqu'elle était plus intense dans les pays rivalisant avec la France<sup>50</sup>.

Coll I Amargos précise cependant que l'impact provoqué par l'affaire "reprenait et explicitait un certain nombre de problématiques et de contradictions qui n'étaient pas propres à la France de la fin du siècle<sup>51</sup>". L'Affaire Dreyfus se produit à un moment où plusieurs courants s'installent et donc l'affaire converge avec ces mouvements. L'auteur en identifie principalement cinq.

Il parle tout d'abord de la méfiance dans les pays latins face au libéralisme. Il mentionne ensuite "l'insertion conflictuelle du secteur militaire dans le fonctionnement normal du système politique<sup>52</sup>". Après quoi il rappelle le refus des catholiques de la sécularisation des États ainsi que la recrudescence de l'anticléricalisme. Coll I Amargos parle également de la xénophobie croissante, résultat de la rencontre de l'anti-judaïsme catholique et de l'antisémitisme social et économique. Finalement, l'auteur mentionne l'existence d'un discours intellectuel, parallèle à la critique du système libéral-

---

<sup>50</sup> Joaquim Coll I Amargos, "Dreyfusisme et anti-dreyfusisme en Catalogne : l'écho international de la crise française", *Sources Travaux historiques*, n° 28, p.60.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p.58.

<sup>52</sup> *Idem.*

parlementaire, favorable à la décentralisation des États. Ce discours a pour but de pallier les maux du “cosmopolitisme” et du déracinement socioculturel<sup>53</sup>.

Les idées propres à ces cinq mouvements sont utilisées par les deux camps impliqués dans l’Affaire Dreyfus. L’affaire apparaît donc comme un simple prétexte à l’essor de plusieurs débats. Notons que dans les mouvements identifiés par Coll I Amargos, l’un d’eux, le quatrième, mentionne l’existence d’un débat intellectuel. Il serait alors intéressant de vérifier si cette constatation s’applique ou non au Québec.

### *Conclusion*

L’épisode de l’Affaire Dreyfus a donc débuté non pas tant avec l’arrestation du capitaine Alfred Dreyfus qu’avec l’intervention de la presse et la présentation qu’elle en fait. “Sans l’opinion qui en est le moteur, il n’y a pas d’affaire Dreyfus. Au mieux, une banale affaire d’espionnage [...]”<sup>54</sup>. Sans cette même opinion, sans doute l’intervention des intellectuels aurait pris une tout autre forme. L’Affaire Dreyfus aura donc permis la mise en place d’outils d’argumentation et d’engagement bien spécifiques.

L’Affaire perçue de cette manière démontre bien qu’elle a eu un puissant impact sur la France et, dans une moindre mesure, sur les autres pays occidentaux. Il reste à voir

---

<sup>53</sup> *Idem.*, p.58.

l'intensité et la nature de cet impact au Québec. L'Affaire Dreyfus a-t-elle occupé une place aussi grande dans la presse québécoise ? De quelle façon a-t-on traité cette affaire dans notre société?

---

<sup>54</sup> Jean-Louis Lévy, *op. cit.* , p.239.

## CHAPITRE II

### L’AFFAIRE DREYFUS DANS LA PRESSE QUÉBÉCOISE

L’Affaire Dreyfus constitue certainement l’événement le plus important pour ce qui est de l’impact journalistique en Occident à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Certes elle a rempli les colonnes des journaux français mais elle a aussi occupé les pages des journaux étrangers, dont celles des journaux québécois. Dès les premiers instants de l’affaire, la presse d’ici relate les faits entourant l’arrestation et la condamnation du capitaine Alfred Dreyfus. La plupart des journaux dépouillés porte une attention particulière aux événements qui se déroulent en France et avec le télégraphe, les nouvelles se propagent très rapidement.

L’affaire occupe une presse québécoise qui connaît des développements particuliers à la fin du siècle dernier. En effet, plusieurs chercheurs s’entendent pour dire qu’elle passe d’un journalisme d’opinion à un journalisme d’information. Il s’avère difficile de distinguer clairement le type de journal ou de périodique selon de tels critères, étant donné que l’Affaire Dreyfus se produit avant, pendant et après la mutation que subit la presse au Québec.



De 1880 à la fin du siècle, le nombre de journaux existants témoigne, selon Cyrille Felteau, d’“une vie intellectuelle relativement intense<sup>1</sup>”. On retrouve au Québec trente-deux journaux de langue française et huit de langue anglaise. Parmi les titres francophones, vingt-quatre sont conservateurs et sept sont libéraux. On explique cette disproportion par la présence prolongée du parti conservateur au pouvoir. La presse québécoise de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle est effectivement caractérisée par la partisanerie politique. Jean de Bonville soutient que “chaque feuille propose à ses lecteurs un message et une idéologie qui la distinguent de ses concurrentes ou de ses adversaires<sup>2</sup>”.

Les partis politiques exercent une influence particulière sur les journaux du XIX<sup>e</sup> siècle. “En effet, les impératifs partisans influencent aussi bien le contenu du journal que le choix des journalistes qui le rédigent<sup>3</sup>”. Selon de Bonville, l’influence politique s’exerce encore plus précisément au niveau des postes stratégiques.

Les hommes politiques interviennent pour imposer aux propriétaires de journaux leurs candidats aux postes considérés comme stratégiques, en particulier ceux de rédacteur en chef et de directeur politique. Dans tous les journaux politiques, ces deux personnages sont en somme les représentants des politiciens et les intermédiaires de leur influence. 1889, J.-Adolphe Chapleau cède l’exploitation commerciale de *La Presse* à Trefflé Berthiaume. Il n’en impose pas moins le directeur, G.-A. Nantel, qui aura la “surveillance et la direction de la sous-direction et du reportage du journal et devra y consacrer son temps, sauf la période des sessions de la législature de Québec où il agira comme correspondant du journal”[...] <sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Cyrille Felteau, *Histoire de La Presse. Le livre du peuple 1884-1916*, Montréal, Les Éditions La Presse, tome I, 1983, p.83.

<sup>2</sup> Jean De Bonville, *La presse québécoise de 1884 à 1914. Genèse d'un média de masse*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1988, p.205.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 173.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p.173.

Bien que les journaux québécois soutiennent des partis pris politiques, ils rendent compte des événements publics. La presse reflète l'opinion et de par son énorme prestige, la moule<sup>5</sup>. Toutefois, la partisanerie politique oriente fortement la liberté de parole des journalistes. Précisons de plus que cette liberté est aussi contrainte par l'influence qu'exerce l'Église. Elle a une incidence sur les journalistes catholiques et malgré leur résistance, sur les feuilles libérales<sup>6</sup>.

Si nous limitons nos observations au domaine de la presse périodique (quotidienne, hebdomadaire ou mensuelle), force nous est de constater que les journaux du temps étaient soumis à un double pouvoir, en fait, à une double censure, politique et ecclésiastique, quand ces deux pouvoirs s'étaient exercés, la liberté de la presse se trouvait réduite à fort peu de chose, en somme<sup>7</sup> ...

Les caractéristiques de la presse québécoise se modifient toutefois au tournant du XX<sup>e</sup> siècle. Les dirigeants se préoccupent davantage de la survie de leur journal et pour ce faire, ils transforment leurs méthodes. Ils se concentrent particulièrement sur l'acquisition d'un plus grand lectorat.

En 1900, la presse québécoise se trouve à une époque charnière de son évolution : une période de mutation qu'ont montrée les ouvrages de synthèse de Paul Rutherford (1982) et de Jean de Bonville (1988). On assiste alors au passage du média de classe au média de masse, du journal d'une élite au journal de la masse, du journal d'opinion au journal d'information. Passage qui ne se fait pas sans soubresauts ni victimes. Les journaux soumis à des réflexes et des contraintes de diverses natures évoluent à des rythmes différents<sup>8</sup>.

---

<sup>5</sup> Cyrille Felteau, *op. cit.*, p. 86.

<sup>6</sup> Jean De Bonville, *op. cit.*, p. 176.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 287.

<sup>8</sup> Jean-Marie Lebel, "La presse quotidienne de Québec en 1900, à une croisée de siècles et de mondes", in Yves Roby, Nive Voisine, dir., *Érudition, humanisme et savoir*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1996, p. 377.

Ce sont surtout le *Montreal Star* et *La Presse* qui inaugurent ce nouveau type de presse. De fait, ce n'est plus la presse d'opinion qui domine le paysage journalistique de la fin du dernier siècle.

Plusieurs facteurs, dans le dernier tiers du siècle, entraînent l'apparition de nouvelles formes de journalisme. Ces facteurs, concernent le contenu de même que les méthodes de production du journal. La naissance d'une presse populaire, puis la recherche systématique de la nouvelle coïncident avec des changements techniques dans la production du papier, matière première du journal, dans sa composition et dans son impression<sup>9</sup>.

La presse se modifie donc tout au long de l'évolution de l'Affaire Dreyfus pour finalement laisser plus de poids, après 1900, à l'information. Parmi les publications retenues dans la recherche présente, on retrouve des journaux qui se rapportent aussi bien à l'ancienne tendance qu'à la nouvelle.

### *Constitution du corpus québécois*

Afin de faire une étude approfondie de l'impact de l'Affaire Dreyfus au Québec, toutes les publications ont été recensées afin de découvrir celles qui auraient porté sur ce sujet. Nous avons d'abord privilégié les publications individuelles : les livres, les pamphlets, les brochures. Ce sont là les outils de diffusion les plus traditionnels utilisés par les gens de lettres et les penseurs. L'ouvrage de Jean Hamelin, André Beaulieu et Gilles Gallichan,

---

<sup>9</sup> Jean De Bonville, *op. cit.*, p.220.

*Brochures québécoises 1764-1972*<sup>10</sup> a été utilisé puisqu'il fait état de la presque totalité des publications de l'époque ainsi que des sujets exploités. Toutefois, au terme de cette recherche, il n'a pas été possible de retrouver quelque livre, production pamphlétaire ou brochure portant sur l'Affaire Dreyfus.

Néanmoins, comme l'activité intellectuelle va au-delà de l'écriture, les réunions, conférences et regroupements ont été scrutés afin de trouver la présence ou non de ce type d'activités concernant l'Affaire Dreyfus. Cette recherche a été effectuée dans certains journaux de l'époque tels que *La Patrie*, *La Presse*, *La Vérité* et *Paris-Canada*, de 1894 à 1906. Cependant, rien ne semble indiquer la tenue, au tournant du siècle, de conférence sur le sujet, si ce n'est de *La Vérité* qui fait allusion à une conférence tenue par la communauté juive. Cette nouvelle a toutefois été démentie par le Grand Rabbin<sup>11</sup>.

Par l'entremise d'ouvrages de référence, ce sont ensuite les revues qui ont fait l'objet de la recherche. L'ouvrage de René Dionne et Pierre Cantin, *Bibliographie de la critique de la littérature québécoise et canadienne-française dans les revues canadiennes (1760-1899)*<sup>12</sup>, a été utilisé puisqu'il présente par sujet la liste des articles publiés dans les revues de l'époque. Ici aussi, nos démarches se sont avérées vaines. Le résultat des premières

---

<sup>10</sup> Jean Hamelin, André Beaulieu et Gilles Gallichan, *Brochures québécoises 1764-1972*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1981, 598p.

<sup>11</sup> Stanis. Lemay, "Gare aux Juifs", *La Vérité*, 14 août 1897, p.4.

<sup>12</sup> René Dionne et Pierre Cantin, *Bibliographie de la littérature québécoise et canadienne-française dans les revues canadiennes (1760-1899)*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1992, 308p.

recherches donne donc un portrait très différent de ce qui s'est produit en France à la fin du siècle dernier.

N'ayant repéré aucune publication ou article de revue, nous nous sommes tournée vers les journaux. Afin de choisir de façon pertinente les journaux les plus susceptibles d'être lus et rédigés par des intellectuels, nous avons utilisé l'ouvrage de André Beaulieu et Jean Hamelin<sup>13</sup>. Plusieurs journaux ont retenu l'attention, mais pour les besoins de la présente recherche, nous avons porté notre choix sur deux quotidiens, *La Patrie* et *La Presse*, et un bimensuel, *La Vérité*<sup>14</sup>.

Plusieurs facteurs ont contribué à effectuer le choix du corpus. D'abord sur le plan politique, il est impératif d'étudier les journaux les plus représentatifs des principales positions alors défendues. Deux périodiques ont donc été privilégiés pour représenter l'idéologie libérale et l'idéologie ultramontaine, *La Patrie* et *La Vérité*. Ces périodiques ont à cette époque une influence considérable. Le choix de ces journaux d'opinion est donc essentiel dans l'étude de discours portant sur l'Affaire Dreyfus.

---

<sup>13</sup> André Beaulieu et Jean Hamelin, *La Presse québécoise des origines à nos jours*, Québec, Les Presses de l'université Laval, 1973, 1975, 1977, 3 tomes.

<sup>14</sup> Nous aurions aimé choisir un journal qui fait le lien entre le Québec et la France : *Paris-Canada*. Ce journal est publié mensuellement et ses éditions comportent surtout des nouvelles à caractère diplomatique. *Paris-Canada*, qui est alors dirigé par Hector Fabre et dont les principaux bureaux se trouvent à Paris, relate les nouvelles politiques touchant particulièrement les traités et les ententes, sans toutefois s'engager dans les grands débats de l'heure pouvant compromettre les relations internationales.

Le choix d'un quotidien d'information est aussi fondamental afin d'effectuer une analyse pertinente des discours. Ce choix permet, outre un éventail des opinions politiques de l'époque, de comparer la couverture faite par ces deux catégories de journaux. Il sera aussi possible de voir si les journaux d'opinion sont nettement plus engagés que le journal d'information. Dans le contexte de mutation que subit la presse québécoise à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et considérant la vocation d'un journal d'information, cette comparaison contribuera certainement à cerner l'engagement des journalistes.

Les deux quotidiens, *La Patrie* et *La Presse*, et le bimensuel, *La Vérité*, ont aussi été privilégiés selon qu'ils présentent différents types de traitement. Cette comparaison permettra de voir si l'Affaire Dreyfus est traitée de façon aussi constante dans un bimensuel, comparativement aux quotidiens. De plus, cette analyse contribuera à savoir si les nouvelles sont publiées sans trop de délai. Finalement, le choix du corpus s'est effectué selon que les deux grands quotidiens sont publiés à Montréal et le bimensuel, à Québec. L'influence et la portée des opinions étant différentes dans ces deux villes, la sélection des journaux coopérera à établir l'impact des positions prises à propos de l'Affaire Dreyfus.

Le premier quotidien étudié qui est un journal d'opinion, *La Patrie*, est fondé en 1879 et le premier numéro paraît le 4 février de cette même année. Le journal *La Patrie*

---

D'ailleurs, on ne retrouve aucune mention au sujet de l'Affaire Dreyfus à l'intérieur de *Paris-Canada* du

sort au moment où le Parti libéral se retrouve sans voix dans la région de Montréal par suite de la disparition du *National*. Ce sont alors des libéraux qui fondent le journal et Honoré Beaugrand en est le principal fondateur. Honoré Beaugrand est un militaire, romancier, essayiste et journaliste. “En 1871, on retrouve Beaugrand à Fall River, où il devient bientôt un personnage important dans le monde des immigrants originaires du Québec<sup>15</sup>”.

Beaugrand a entamé sa carrière dans le monde journalistique en 1873, avec la fondation de *L'Écho du Canada*. Il a par la suite fondé d'autres journaux tels que *La République*, *Le Fédéral*, *Le Farceur* et finalement *La Patrie*<sup>16</sup>. Honoré Beaugrand a aussi à deux reprises été maire de Montréal, en 1885 et 1887.

Pendant les 10 ou 12 années qui suivent, l'essentiel de l'activité de Beaugrand va à la politique et à l'administration de son journal. En politique, il défend la plus pure tradition libérale, ce qui non seulement l'entraîne dans de vives polémiques avec les conservateurs et le clergé, mais l'oppose aussi aux libéraux modérés, comme Honoré Mercier, dont il dénonce la coalition avec les conservateurs nationaux, et Wilfrid Laurier, qui se méfie de lui et réussira bientôt à l'écarter<sup>17</sup>.

Il est impératif d'affirmer que les idées de Beaugrand ne font pas l'unanimité. “Démocrate avancé, Beaugrand ressuscite les courants de pensée du rougisme. Il insinue

---

début à la fin de l'épisode. C'est pourquoi il n'a pas été possible de retenir ce journal.

<sup>15</sup> Jean Hamelin, dir., *Dictionnaire biographique du Canada*, volume XIII, 1901 à 1910, Québec et Ottawa, Les Presses de l'Université Laval et University of Toronto Press, 1994, p.56.

<sup>16</sup> Réginald Hamel, John Hare et Paul Wyczynski, *Dictionnaire des auteurs de langue française en Amérique du Nord*, Montréal, Fides, 1989, p.79-80.

<sup>17</sup> Jean Hamelin, *op. cit.*, p.57.

qu'il est affilié à la franc-maçonnerie<sup>18</sup>». Bien que les libéraux modérés voient d'un mauvais œil la propagande de Beaugrand, celui-ci privilégie les idées radicales du parti libéral.

En 1897, Joseph-Israël Tarte achète le journal à la demande du parti libéral et de Wilfrid Laurier. Ces derniers souhaitent rompre avec la tradition imposée par Beaugrand en misant davantage sur le tirage plutôt que sur les idées. Les principaux collaborateurs de sa fondation au début du XX<sup>e</sup> sont J.-N. Bienvenu, ancien rédacteur au *Pays* et au *National*, Godfroy Langlois et Charles Robillard. Le journal connaît certains succès, particulièrement au tournant du siècle, et d'ailleurs la croissance du tirage en témoigne. En 1892, le tirage est de 5500 et en 1901, il de 27 488<sup>19</sup>.

Dans *La Patrie*, on trouve des nouvelles locales, sociales, culturelles, économiques et politiques, de même qu'internationales. Le quotidien possède des correspondants en France et dans quelques autres pays. Ces correspondants transmettent aux lecteurs du quotidien les dernières nouvelles concernant les grands événements qui se produisent hors de la province et du pays. Le journal publie en plus des articles provenant des correspondants, des dépêches émanant de publicistes d'ailleurs, des articles relatant simplement les faits ainsi que des articles d'opinion.

---

<sup>18</sup> André Beaulieu et Jean Hamelin, *op cit.*, tome II (1860-1879), p.288.



Le second quotidien étudié, le journal *La Presse*, est dirigé à l'époque de l'Affaire Dreyfus par Trefflé Berthiaume. Celui-ci a commencé sa carrière comme typographe à *La Gazette de Joliette*. Il a par la suite travaillé au *Courrier* de Saint-Hyacinthe, il a été chef d'atelier à *L'Industrie* de Joliette et il a acheté *Le Nouveau Monde* qui est devenu *Le Monde*. Berthiaume a aussi fondé la *Gebhardt and Berthiaume Lithographing and Printing co.*, a été le propriétaire du *Monde Illustré* de 1883 à 1900 pour finalement devenir propriétaire, directeur et rédacteur du quotidien *La Presse* de 1889 à 1904 et de 1906 à 1915. Trefflé Berthiaume a terminé sa carrière comme conseiller législatif de la division d'Alma où il a appuyé le Parti conservateur<sup>20</sup>.

Le journal *La Presse* est plutôt considéré à l'époque comme un journal d'information de par son grand tirage. En 1894, année où se produisent l'arrestation et le premier procès du capitaine Alfred Dreyfus, il est de 35 459. En 1899, année du deuxième procès de Dreyfus, le tirage est de 66 274. La vocation de *La Presse* est expliquée dans un article publié dans le journal le 13 octobre 1934<sup>21</sup>.

---

<sup>19</sup> *Ibid.*, p.287.

<sup>20</sup> L'Assemblée Nationale, *Répertoire des parlementaires québécois, 1867-1978*, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec, p.47.

<sup>21</sup> Cyrille Felteau, *op. cit.*, p.250.

*La Presse* dès le jour de sa fondation et plus activement que jamais après qu'elle est passée, en 1889, sous la direction de l'hon. M. Berthiaume, s'appliqua à fournir à toute la population, sans distinction de classe sociale, ni d'âge, ni de sexe, les éléments d'une lecture facile, agréable, instructive ; illustration d'actualité, suppléments littéraires du samedi, tribune libre, référendums, pages en couleurs, feuilleton dramatiques, concours et rébus, carnet mondain, questions et réponses, etc., toutes choses réputées jusque-là, par le journalisme d'antan, contraire aux traditions. *La Presse* n'a certes pas inventé le journalisme moderne ; mais elle l'a introduit à Montréal, et de ce jour-là, les Montréalais se sont mis à lire par milliers[...] <sup>22</sup>.

Ce journal, dirigé par Trefflé Berthiaume, fait surtout preuve au début des années 1890 d'un journalisme populaire et d'ailleurs, "les contemporains reprochent aux journaux populaires leur inconsistance idéologique <sup>23</sup>". En effet, le quotidien montréalais semble parfois déroger de sa ligne de pensée, sans compter que malgré sa principale vocation de média de masse, il publie des articles d'opinion. L'étude de ce type de journal pourra donc certainement permettre d'analyser un discours destiné à un nombre élevé de lecteurs, que ce discours soit ou non intellectuel.

Finalement, le troisième journal retenu, *La Vérité*, dont le premier numéro parut en juillet 1881, a été fondé par Jules-Paul Tardivel sur le conseil du père Zacharie Lacasse : "Vous allez fonder un journal, pas grand, modeste, hebdomadaire, foncièrement catholique, indépendant des hommes et des partis politiques" <sup>24</sup>. Les principaux

---

<sup>22</sup> *La Presse* 13 octobre 1934 cité dans, Cyrille Felteau, *Histoire de La Presse. Le livre du peuple 1884-1916*, Montréal, Les Éditions La Presse, tome I, 1983, p.253.

<sup>23</sup> Jean De Bonville, *op. cit.*, p.221.

<sup>24</sup> André Beaulieu et Jean Hamelin, *op. cit.*, p.40.

rédacteurs, outre Jules-Paul Tardivel, sont Adolphe Fontaine et Omer Héroux et les collaborateurs, Zacharie Lacasse, C.-J. Magnan et Louis Arnaud.

Le tirage de *La Vérité* est de 2000 en 1892, et en 1905, il est de 3500. *La Vérité* se dit catholique et indépendant des partis politiques. “*La Vérité* est un journal à idées. Même si Tardivel dit s’adresser aux ouvriers et aux cultivateurs, il recrute sa clientèle parmi les membres du clergé et des professions libérales et chez les étudiants<sup>25</sup>”. La façon dont Jules-Paul Tardivel analyse les problèmes, en les transposant sur le plan philosophique et théocratique, éloigne le journal des classes moyennes le rapprochant par le fait même des “esprits forts”<sup>26</sup>.

Tardivel a réalisé le plus pleinement chez nous l’idéal du journal tel qu’on pouvait encore le concevoir à la fin du siècle dernier. Polémiste redoutable et redouté, il a essayé constamment d’élever les débats au niveau des idées et il y a assez bien réussi [...] <sup>27</sup>.

*La Vérité* comporte donc davantage d’articles d’opinion portant sur le Québec et ce qui s’y rattache. On y retrouve néanmoins quelques articles comportant des nouvelles internationales. Le journal de Tardivel, qui possède un caractère ultramontain et conservateur, a une tendance nettement antisémite. En effet, on y trouve des articles affirmant leur caractère racial. *La Vérité* étant un journal d’idées, il est possible qu’il soit rédigé par des intellectuels et qu’il s’adresse à eux.

---

<sup>25</sup> André Beaulieu et Jean Hamelin, *op. cit.*, p.41.

<sup>26</sup> *Idem.*

<sup>27</sup> Pierre Savard, *Jules-Paul Tardivel, la France et les Etats-Unis 1851-1905*, no 8, Québec, Les Presses de l’Université Laval, 1967, p.463.

Ces journaux ont donc été privilégiés dans le but d'apporter différentes dimensions comportant de nouveaux éléments afin de bâtir une bonne argumentation. Le fait de n'avoir trouvé aucun article dans *Paris-Canada* est effectivement très surprenant. Toutefois, ce fait signifie quelque chose. Pourquoi un journal si près de l'affaire n'en a fait aucune mention ? Évidemment, la thèse du journal diplomatique est réitérée mais elle n'a pas été démontrée. Il n'a pas été possible de pousser plus loin la recherche sur ce journal.

### *Une affaire médiatisée au Québec*

Afin d'exécuter une analyse quantitative et qualitative assez juste de la couverture journalistique traitant de l'Affaire Dreyfus, trois aspects doivent être pris en compte. Tout d'abord, il importe d'observer de quelle façon l'affaire est présentée quantitativement dans les journaux. Par la suite, une analyse de la présentation, mais cette fois par rapport aux autres événements, doit être faite. Finalement, nous procéderons à une analyse de contenu.

On retrouve dans les trois journaux dépouillés 626 articles traitant de l'Affaire Dreyfus. Précisément, on retrouve 355 articles dans *La Patrie*, 23 dans *La Vérité* et 248 articles dans *La Presse*. Le tableau comparatif suivant présente la répartition du nombre d'articles par années, dans les trois journaux choisis.

# TABLEAU I

Nombre d'articles traitant de l'Affaire Dreyfus, selon les années,  
Dans *La Patrie*, *La Vérité* et *La Presse*

Articles/pages	<i>La Patrie</i>	<i>La Vérité</i>	<i>La Presse</i>	<i>TOTAL</i>
<b>1894</b>	3	1	7	11
<b>1895</b>	5	0	3	8
<b>1896</b>	6	0	1	7
<b>1897</b>	17	2	7	26
<b>1898</b>	136	11	93	240
<b>1899</b>	183	7	134	324
<b>1900</b>	0	0	0	0
<b>1906</b>	5	2	3	10
<b>Total</b>	355	23	248	626

On remarque que le plus grand nombre d'articles est concentré sur une courte période. L'augmentation des textes traitant de l'Affaire Dreyfus y est nettement remarquable en 1898 et en 1899 dans les trois journaux. Le mouvement de croissance est moins spectaculaire dans le journal *La Vérité* mais non moins réel.

La forte augmentation du nombre d'articles en 1898 et 1899 est due à l'importance des événements qui se produisent. Notons que l'absence d'article en 1900 est certainement due au fait qu'Alfred Dreyfus ait obtenu sa grâce à la fin de 1899 et qu'il mène cette fois en silence son combat contre la justice. De plus, il semble que la presse et l'opinion publique soit saturées de cette affaire. Précisons de plus que l'année 1906 a été

incluse dans tous les tableaux étant donné que le troisième procès d'Alfred Dreyfus et sa réhabilitation ont eu lieu cette même année.

Le tableau comparatif suivant met en lumière la concentration des articles dans les trois journaux choisis autour des trois événements les plus importants de l'Affaire Dreyfus, soit le *J'accuse* de Zola, le faux Henry et le deuxième procès de Dreyfus.

**TABLEAU II**

Nombre d'articles portant sur le *J'accuse* de Zola, le faux Henry et le deuxième procès de Dreyfus, selon les trois journaux privilégiés.

<b>Journaux/ Événements</b>	<b>La Patrie</b>	<b>La Vérité</b>	<b>La Presse</b>	<b>TOTAL</b>
<b>Janvier 1898 : Le J'accuse de Zola et son procès</b>	42	2	28	72
<b>Août 1898 : La découverte du Faux Henry</b>	10	1	6	17
<b>Août 1899 : Le deuxième Procès d'Alfred Dreyfus</b>	95	4	60	159

Dans les trois journaux, une très grande partie des articles consacrée à l'Affaire Dreyfus portent effectivement sur ces trois événements. En fait, 42% des articles dans *La Patrie*, 33% des articles dans *La Vérité* et 38% des articles dans *La Presse* concernent les trois épisodes. Le graphique I donne d'ailleurs la proportion des trois principaux

événements par rapport aux autres événements de l’Affaire Dreyfus, dans chacun des trois journaux. Précisons toutefois qu’aucune distinction de type d’article n’a été faite.

En conséquence, force nous est de constater l’importance de la couverture de l’Affaire Dreyfus dans la presse québécoise et la rapidité de transmission des nouvelles. Dans la plupart des cas, les nouvelles parviennent dans les journaux dès le lendemain des événements.

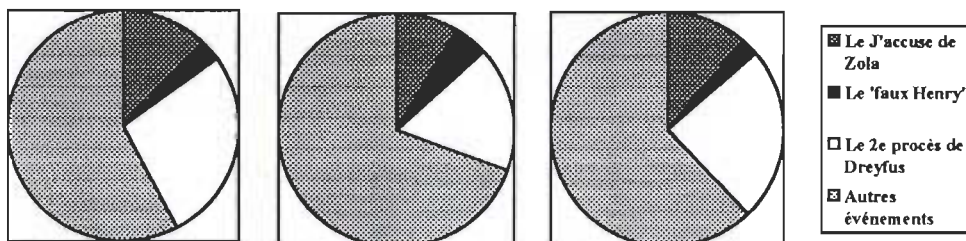
### GRAPHIQUE I

Proportions occupées par les trois principaux événements relativement aux autres événements de l’Affaire Dreyfus de 1894 à 1906, dans les trois journaux choisis.

*La Patrie*

*La Vérité*

*La Presse*



Il importe d'approfondir l'analyse en abordant distinctement les trois journaux retenus. À cette fin, il est nécessaire d'apporter des distinctions entre les articles. Il est possible de les regrouper selon quatre catégories : il s'agit des dépêches, des articles d'opinion, des articles de faits et des correspondances. Les dépêches proviennent de journalistes étrangers. Ceux-ci envoient à plusieurs journaux leurs articles et ces derniers choisissent ou non de les publier. Les correspondances, quant à elles, sont réalisées par des journalistes engagés par le journal. Les correspondants ont comme travail de suivre les événements qui se produisent à l'étranger et d'en faire le récit au journal pour lequel ils travaillent. On distingue les dépêches des correspondances du fait que leur provenance est précisée, qu'elles sont datées et qu'elles sont habituellement anonymes. Les correspondances sont quant à elles, signées de la main des journalistes.

Les articles d'opinion, pour leur part, accompagnent d'une opinion le récit d'un événement. Les journalistes s'appliquent à faire une critique de l'événement en cours ainsi que des facteurs impliqués. Les articles d'opinion sont généralement réalisés par les journalistes qui travaillent de façon permanente pour le journal. Il se peut toutefois que des articles d'opinion proviennent de journalistes indépendants ou encore de journalistes à l'emploi d'autres journaux. Finalement, les articles de faits ne font que le récit souvent détaillé des événements.



### *La Patrie*

Le journal *La Patrie* contient 355 articles traitant de l’Affaire Dreyfus, écrits entre 1894 et 1899 (voir le tableau I). Précisons qu’on trouve aussi en 1906 quelques articles portant sur la cassation sans renvoi du verdict. La plupart des textes sont concentrés dans les années 1898 et 1899. Cela tient bien entendu à l’importance des événements qui se produisent à cette époque. L’affluence d’articles publiés dans les journaux québécois en 1898 s’explique par le fait que l’affaire connaît des développements majeurs. L’année commence d’abord avec le procès impliquant Esterhazy. Mais c’est surtout l’article écrit par Zola qui monopolise l’actualité. Dans tous les journaux on parle et on critique ce fameux article. C’est aussi en 1898 que le colonel Picquart dénonce la fabrication d’une fausse preuve, soit le “faux Henry”. Cet événement retient aussi l’attention des journalistes québécois.

Le nombre d’articles publiés en 1899 reflète également l’engouement et l’intérêt public pour l’Affaire Dreyfus. L’épisode de Paul Déroulède et ses amis qui entretiennent des activités antisémites au Fort Chabrol, retient quelque peu l’attention. Toutefois, le nombre d’articles concernant cette affaire n’a pas été pris en compte dans les statistiques et dans l’analyse de contenu. Ce sont plutôt les événements touchant directement l’affaire judiciaire et politique qui ont été retenus. En cette année charnière, c’est l’arrêt de révision et le procès de Rennes qui occupent toute l’actualité. Il s’agit en effet d’une première victoire pour les dreyfusards puisqu’elle leur permet de faire la lumière sur les

circonstances pour le moins obscures de cette affaire. *La Patrie* suit avec attention les derniers développements de l'affaire, jusqu'à la grâce du capitaine Dreyfus, en septembre 1899.

En 1900, ce n'est plus l'histoire d'Alfred Dreyfus qui se retrouve au centre de l'actualité, mais bien les suites des activités tenues par Paul Déroulède et les autres antisémites. En 1906, on retrouve quelques articles portant sur l'Affaire Dreyfus mais cette fois, ils ne font que relater les faits démontrant la victoire du capitaine Dreyfus. On ne retrouve point dans *La Patrie* d'articles d'opinion concernant cette dernière étape de l'affaire.

L'Affaire Dreyfus occupe donc une place importante dans *La Patrie* selon l'ampleur que prennent les événements qui se produisent en France. On le voit encore plus dans la localisation des articles à l'intérieur du journal. Beaucoup d'articles se situent dans les premières pages du journal dans les années 1898 et 1899. Notons que les articles des dernières pages ne sont que des articles complémentaires à ceux publiés dans les premières.

### TABLEAU III

Nombre d'articles portant sur l'Affaire Dreyfus par page,  
par année, dans le journal *La Patrie*.

Articles/ pages	Articles en 1894	Articles en 1895	Articles en 1896	Articles en 1897	Articles en 1898	Articles en 1899	Articles en 1906	Total
Page 1	2	2	5	3	12	18	1	43
Page 2	Ø	1	1	4	23	14	Ø	43
Page 3	Ø	1	Ø	3	27	24	Ø	55
Page 4	1	Ø	Ø	Ø	16	32	Ø	49
Page 5	Ø	Ø	Ø	2	14	13	Ø	29
Page 6	Ø	1	Ø	Ø	10	15	1	27
Page 7	Ø	Ø	Ø	Ø	5	24	Ø	29
Page 8	Ø	Ø	Ø	Ø	1	4	Ø	5
Page 9	Ø	Ø	Ø	Ø	2	3	1	6
Page 10	Ø	Ø	Ø	Ø	3	2	Ø	5
Page 11	Ø	Ø	Ø	3	2	Ø	Ø	5
Page 12	Ø	Ø	Ø	1	3	2	Ø	6
Page 13	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	1	Ø	1
Page 14	Ø	Ø	Ø	Ø	1	Ø	Ø	1
Page 15	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	1	Ø	1
Page 16	Ø	Ø	Ø	1	Ø	Ø	Ø	1
Page 17	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø
Page 18	Ø	Ø	Ø	Ø	1	1	Ø	2
Page 19	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø
Page 20	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø
Page 21	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	1	1
Dernière	Ø	Ø	Ø	Ø	17	28	1	46
Total	3	5	6	17	137	182	5	355

L'affaire occupe donc une place importante dans l'opinion publique, même en 1906, et la façon dont elle est présentée le démontre bien. Normalement les affaires proprement québécoises monopolisent la première page d'un journal qui en contient généralement.

Or, les articles concernant Dreyfus se retrouvent fréquemment aux côtés d'articles touchant les événements locaux comme les crimes et les nouvelles politiques de même que la guerre des Boers. La couverture journalistique et le nombre d'articles ne sont certes pas aussi considérable qu'en France, mais l'intérêt porté à l'événement au Québec est assurément très important tenant compte du fait qu'il concerne un événement étranger.

Un fait reste cependant à noter, peu d'articles d'opinions ont été recensés dans *La Patrie*. En effet, ce sont davantage des dépêches et des correspondances qui constituent la grande majorité des articles.

**TABLEAU IV**  
Types d'articles portant sur l'Affaire Dreyfus par année,  
retrouvés dans le journal *La Patrie*.

Types/ années	Dépêches	Correspondances	Articles d'opinion	Articles de faits	Total
1894	2	1	Ø	Ø	3
1895	3	1	Ø	1	5
1896	1	4	Ø	1	6
1897	12	3	1	1	17
1898	98	27	7	4	136
1899	147	27	8	1	183
1900	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø
1906	5	Ø	Ø	Ø	5
<b>Total</b>	268	63	16	8	355

Le tableau ci-dessus montre la proportion des différents types d'articles retrouvés dans *La Patrie*. Le contenu des articles recensés dans les journaux québécois est différent de

celui en France. Sans avoir fait une analyse approfondie du contenu des journaux français, il est réaliste de dire que le caractère radical des nombreux articles d'opinions y est remarquable<sup>28</sup>. Au Québec, la situation est très différente. D'une part, les dépêches diffusent essentiellement une vision française et d'autre part, peu d'articles d'opinion s'appliquent à propager une réelle prise de position.

Néanmoins, l'analyse du contenu des dépêches permet de mettre au jour la tendance idéologique du journal. Un premier indice vient du fait que ces articles font l'objet d'une sélection de la part de l'équipe de rédaction. Les rédacteurs de *La Patrie* choisissent les articles allant dans le même sens que leurs propres opinions. Cette constatation devient d'autant plus évidente lorsque l'on compare le contenu des dépêches retrouvées dans les trois journaux dépouillés. En effet, la plupart des dépêches publiées dans *La Patrie* font état de la culpabilité de Dreyfus plutôt que de son innocence. Quelques dépêches donnent de nouveaux développements pouvant impliquer d'autres militaires, mais dans la grande majorité des cas, du moins jusqu'à la découverte de nouveaux faits, c'est Dreyfus qui est pointé du doigt.

Le 3 décembre 1897 par exemple, une dépêche provenant de Paris affirme que, "chaque jour, en France, s'accroît, à propos de Dreyfus, l'énervement général. Malgré ce fait, sa culpabilité reste admise. La presse française est à peu près unanime contre la

---

<sup>28</sup> Pour plus de précisions, voir l'ouvrage de Patrice Boussel, 1960 et celui de Pierre Miquel, 1972.

campagne menée par la juiverie en faveur de Dreyfus <sup>29</sup>”. Une autre datant du 4 décembre de la même année, indique que le cabinet militaire de Berlin aurait été au courant des agissements de Dreyfus. Le journaliste ajoute que “les amis de Dreyfus finiront par reconnaître qu’il était maladroit de se donner tant de mal. Plus ils salissent, plus ils salissent celui qu’ils voudraient réhabiliter<sup>30</sup>”.

Une dépêche dit aussi que les citoyens doivent respecter l’autorité et le jugement rendu. Le ministre a réaffirmé que Dreyfus était coupable et donc les citoyens doivent mettre fin à cette campagne contre l’armée<sup>31</sup>. Même après le *J’accuse* de Zola et le procès d’Esterhazy, on affirme que “[...] le sentiment populaire en France est contraire à la révision du procès Dreyfus [...]”<sup>32</sup>. En fait, on craint l’effet que provoquent les derniers développements.

Aujourd’hui, à la première idée d’une intervention de l’Allemagne due à l’influence de ce que la nation appelle le syndicat Dreyfus, le peuple a été jeté dans un état dangereux d’agitation et les Juifs auraient fort à souffrir s’il survenait des différents internationaux<sup>33</sup>.

La découverte du faux Henry suscite aussi chez la grande majorité des Français de nouvelles réactions. On sent à travers les dépêches que l’opinion concernant la révision du procès de 1894 se transforme. En fait, on admet plus facilement la nécessité d’une

---

<sup>29</sup> Paris, “L’Affaire Dreyfus”, Honoré Beaugrand, dir., *La Patrie*, 3 décembre 1897, p.2.

<sup>30</sup> Paris, “Guillaume et Dreyfus”, *La Patrie*, 4 décembre 1897, p.3.

<sup>31</sup> Paris, “L’Affaire Dreyfus”, *La Patrie*, 6 décembre 1897, p.1.

<sup>32</sup> Paris, “Les suites de l’Affaire Dreyfus”, *La Patrie*, 31 janvier 1898, p.3.

<sup>33</sup> *Idem*.

révision, ne serait-ce que pour sauver l'honneur de l'armée<sup>34</sup>. Jusqu'à la toute fin de son deuxième procès, les articles provenant d'Europe et particulièrement de France, vont dans ce sens.

La plupart des dépêches publiées dans *La Patrie* offre donc cette prise de position. Cependant, ces seules dépêches ne peuvent indiquer de façon précise l'orientation de l'opinion du quotidien montréalais. Les articles provenant des correspondants de *La Patrie* en France aident à préciser les prises de position. En fait, les correspondants corroborent l'orientation prise à travers les dépêches.

Cependant, on est plutôt silencieux durant les premiers moments de l'affaire. C'est surtout lorsque l'histoire se complique, en raison de nouvelles découvertes, que les correspondants diffusent leur opinion. Dans un article en provenance de Paris, au lendemain de l'arrestation du colonel Henry, on remarque le ton accusateur envers les amis de Dreyfus.

Et maintenant vous devinez le parti qu'ont essayé de tirer de ce fait les partisans de Dreyfus ! Et cependant, la preuve de la fausseté de cette pièce n'atténue en rien la valeur de la condamnation prononcée, en 1894, [...] pour cette bonne raison que cette pièce a été fabriquée en 1896[...]. Cependant les journaux du syndicat Dreyfus sont de si mauvaise foi[...]<sup>35</sup>.

---

<sup>34</sup> Paris, "L'Affaire Dreyfus", *La Patrie*, 2 septembre 1898, p.8.

<sup>35</sup> Service spécial de *La Patrie*, "Lettre de France", *La Patrie*, 17 septembre 1898, p.2.

Dans une autre “Lettre de France”, on se porte même à la défense de Henry. Selon Le *Service spécial de La Patrie*, l’équipe de correspondants du journal, Henry aurait fabriqué cette pièce analogue à la vraie, dans le seul but de la montrer au public. De fait, cette pièce ne représente pas pour eux une preuve de l’infortune de la condamnation de 1894. “La révision n’est demandée en réalité que par une poignée de brailards et par quelques petits cercles littéraires [...]”<sup>36</sup>.

Dans la plupart des lettres envoyées de France, du moins jusqu’en 1899, on accuse les dreyfusards d’entretenir de fausses rumeurs. “Tout est prétexte à calomnie pour les dreyfusards contre les chefs de l’armée”<sup>37</sup>. Selon les correspondants, le jugement de 1894 est juste et aucun nouveau fait ne peut le rendre illégitime. Les accusations portées contre les chefs de l’armée par les dreyfusards constituent, selon eux, des gestes maladroits et non justifiés. “La campagne dreyfusarde va continuer à insulter hypocritement “nos chefs”<sup>38</sup>. Les correspondants vont plus loin, en doutant des motivations de certains dans cette affaire. “Les embarras de l’affaire servent si bien les grandes puissances qu’on se demande si les dreyfusards ne sont pas aidés par des subsides venant de l’étranger ? Il y a beaucoup de coïncidences”<sup>39</sup>!

---

<sup>36</sup> Service spécial de *La Patrie*, “Lettre de France. Le retour de l’opinion sur le cas du colonel Henry”, *La Patrie*, 24 septembre 1898, p.2.

<sup>37</sup> Anonyme, “Lettre de France”, *La Patrie*, 1<sup>er</sup> octobre 1898, p.2.

<sup>38</sup> Anonyme, “Lettre de France”, *La Patrie*, 15 octobre 1898, p.4.

<sup>39</sup> Anonyme, “Lettre de France”, *La Patrie*, 22 octobre 1898, p.4.



Par contre, le discours des correspondants va se modifier lors de la demande de révision du procès de 1894. Au tout début, lorsque la France entière est en attente de l'arrêt de la Cour de cassation, les correspondants affirment qu'une décision en faveur de la révision ne résoudrait rien à la crise politique intérieure. "Un arrêt en faveur de la révision serait un véritable scandale, non seulement pour les Parisiens, mais pour toute la population de province"<sup>40</sup>.

Mais plus le temps passe, plus l'énervement s'accroît, et plus les correspondants font preuve d'impatience. Ils affirment qu'il faut en finir le plus tôt possible avec cette affaire afin de retourner à une certaine stabilité. "Il est temps d'en finir et "l'immense majorité des Français" saura gré au gouvernement de mettre un terme coûte que coûte au désarroi actuel"<sup>41</sup>.

Dans la plupart des correspondances, on ressent l'immense volonté de voir finir une affaire qui ne profite à personne et fait du tort à tout le monde<sup>42</sup>. Les correspondants dénoncent aussi le fait que l'on malmène l'armée et ses chefs. Ils souhaitent que cette affaire se termine pour le bien de la société mais avant tout, ils souhaitent que cesse cette campagne de salissage envers l'armée française. Au départ, les journalistes, français ou québécois, accusent Dreyfus d'être sans scrupule et au moment de l'attente de l'arrêt, ils deviennent beaucoup plus souples. En fait, ils disent même espérer que la lumière soit

---

<sup>40</sup> Anonyme, "Lettre de France", *La Patrie*, 12 novembre 1898, p.12.

<sup>41</sup> Maurice De La Fargue, "Lettre de France", *La Patrie*, 28 janvier 1898, p.4.

jetée sur cette affaire et que la vérité triomphe, quelle qu'elle soit. Qui plus est, certains se disent désormais impartiaux et n'affirment que souhaiter le règlement de cette affaire.

Les correspondances servent donc parfois à diffuser l'opinion des journalistes à l'étranger. C'est toutefois avec les véritables articles d'opinion des journalistes de *La Patrie*, que l'on saisit réellement la prise de position du journal. Il faut cependant préciser que l'on retrouve peu d'articles d'opinion concernant l'Affaire Dreyfus dans le journal de Beaugrand. Néanmoins, une prise de position existe et la direction idéologique du quotidien y est perceptible.

On remarque l'intérêt profond du journal pour ce qui se passe en France et sa volonté de polémiquer avec divers journaux condamnant l'armée et le gouvernement français.

Il a pris [le Witness] la protection de Zola et il écrivait hier que sa condamnation était un sujet de déshonneur et d'humiliation pour la France. [...] si notre confrère voulait avoir bonne foi il comprendrait que c'est pour un article libelleux, mensonger et outrageant dans lequel il a attenté à l'honneur des généraux français qu'il a été condamné, et non car Cavaignac a déclaré Dreyfus coupable<sup>43</sup>.

*La Patrie* poursuit en affirmant que le procès de 1894, où Dreyfus a été reconnu coupable, est un "[...] procès régulier et juste<sup>44</sup>". Le journal se positionne donc, à première vue, contre Dreyfus. Mais après analyse, on s'aperçoit que le journal se porte

---

<sup>42</sup> Anonyme, "Lettre de France. Les affaires en cours", *La Patrie*, 18 février 1899, p.4.

<sup>43</sup> Anonyme, "Le "Witness" et Zola", *La Patrie*, 20 juillet 1898, p.4.

<sup>44</sup> *Idem*.

plutôt à la défense du système juridique et politique français. À la lecture des quelques articles d'opinion, on sent cette volonté de défendre non pas les accusateurs de Dreyfus, mais bien les procédures par lesquelles Dreyfus a dû passer.

C'est surtout à partir de "l'épisode Henry" que *La Patrie* raffermi son opinion en prenant position directement, sans l'intermédiaire des dépêches ou des correspondances. Cet événement, qui a bouleversé la France entière, n'établit pas selon le journal québécois l'innocence de Dreyfus. "Ceux-là ne réfléchissent point qui croient que le suicide du colonel Henry et ses confessions, constituent une preuve irréfragable de l'innocence de Dreyfus<sup>45</sup>".

On ressent aussi à travers les articles d'opinion, une profonde amertume pour ce qui se produit en France. En effet, les journalistes de *La Patrie* dénoncent les événements qui font de la France une société critiquée de part et d'autre.

Nous déplorons amèrement ce qui se passe en France à cette heure. Quelques groupes politiques font tout ce qu'ils peuvent pour discréditer la belle et grande nation dont nous sommes les descendants<sup>46</sup>.

La situation du Québec par rapport à la France influence la prise de position de l'équipe de Beaugrand. La défense de Dreyfus représente, pour *La Patrie*, une attaque contre la France. Dans la plupart des articles d'opinion, on note ce sentiment

---

<sup>45</sup> Anonyme, "L'affaire Dreyfus", *La Patrie*, 2 septembre 1898. p.2.

<sup>46</sup> *Idem*.

d'appartenance qui fait du Québec un défenseur assidu de son ancienne mère-patrie. *La Patrie* déclare d'ailleurs que "malgré les tristesses à travers lesquelles passent notre ancienne mère-patrie, nous ne désespérons point de la voir sortir triomphante des pénibles épreuves qu'elle subit<sup>47</sup>".

Dans un article publié le 19 janvier 1899, Honoré Beaugrand dénonce publiquement le journal *The Gazette* pour les attaques portées contre la France. Beaugrand s'adresse au rédacteur de *The Gazette* en parlant des calomnies, "[...] des mensonges contre la France, son armée, son parlement, ses liens de famille et ses sentiments de patriotisme<sup>48</sup>", qu'il diffuse à tort. Il affirme que ces allégations peuvent avoir des effets négatifs sur l'esprit des Canadiens français<sup>49</sup>. Beaugrand va aussi s'attaquer, en février de la même année, aux correspondants anglais qui "[...] jettent aussi "quelques poignées de boue" à notre vieille mère-patrie<sup>50</sup>".

Les prises de position du journal *La Patrie* se situent donc davantage au niveau des conséquences de l'Affaire Dreyfus sur la France plutôt que sur la condamnation même d'Alfred Dreyfus. D'ailleurs, cette prise de position va influencer sur le degré d'engagement de *La Patrie*. En d'autres termes, on sent tout au long de l'affaire que le quotidien montréalais n'exploite qu'une dimension de l'affaire conséquemment à sa relation avec la

---

<sup>47</sup> Anonyme, "La situation en France", *La Patrie*, 16 septembre 1898, p.2.

<sup>48</sup> Honoré Beaugrand, "La France calomniée", *La Patrie*, 19 janvier 1899, p.1.

<sup>49</sup> *Idem*.

France. De fait, le quotidien n'exprime pas de façon claire son opinion concernant l'affaire judiciaire. On retrouve au centre du discours tenu par *La Patrie* les idées du nationalisme canadien-français, principalement développés dans le contexte de la course impériale.

### *La Vérité*

Le bimensuel *La Vérité* a publié 23 articles portant sur l’Affaire Dreyfus ( voir tableau I ). Les articles vont du déclenchement judiciaire de l’affaire à la réhabilitation du capitaine Alfred Dreyfus en 1906.

Le nombre d’articles est plus élevé dans les années où les événements les plus importants se produisent. En 1898, l’année où se produisent le *J'accuse* de Zola, son procès, le procès d’Esterhazy et la découverte du “faux Henry”, on retrouve le plus grand nombre d’articles, soit 11. En 1899, l’année où le deuxième procès de Dreyfus s’ouvre, on compte sept articles rapportant les faits de l’événement en cours. Compte tenu de la direction du journal et du nombre d’éditions publiées, le nombre d’articles est respectable.

---

<sup>50</sup> Honoré Beaugrand, “Insultes à la France”, *La Patrie*, 13 février 1899, p.4.

**TABLEAU V**

Nombre d'articles portant sur l'Affaire Dreyfus par page,  
par année, dans le journal *La Vérité*.

Articles/ pages	Articles en 1894	Articles en 1895	Articles en 1896	Articles en 1897	Articles en 1898	Articles en 1899	Articles en 1906	Total
Page 1	Ø	Ø	Ø	Ø	1	Ø	1	2
Page 2	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	1	Ø	1
Page 3	Ø	Ø	Ø	Ø	1	3	Ø	4
Page 4	Ø	Ø	Ø	1	2	2	Ø	5
Page 5	Ø	Ø	Ø	1	1	Ø	Ø	2
Page 6	Ø	Ø	Ø	Ø	1	1	Ø	2
Page 7	Ø	Ø	Ø	Ø	4	Ø	Ø	4
Page 8	1	Ø	Ø	Ø	1	Ø	Ø	2
Page 21	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	1	1
Total	1	Ø	Ø	2	11	7	2	23

L'Affaire Dreyfus est traitée dans le journal *La Vérité* dès qu'un événement majeur se produit ajoutant de nouvelles intrigues au dossier. En fait, l'affaire retient l'attention presque autant que les événements d'envergure telle la guerre des Boers. Effectivement, le bimensuel accorde sensiblement la même quantité de colonnes à l'Affaire Dreyfus qu'il en concède aux autres événements nationaux.

Précisons de plus que la façon de traiter les événements est différente de celle employée dans *La Patrie*. En effet, le journal de Tardivel ne s'applique pas à faire l'historique des événements qui constituent l'Affaire Dreyfus. En fait, Tardivel et son équipe font parfois état des événements les plus importants tel le faux Henry ou encore le procès de 1899. Cependant, ils se concentrent davantage sur les motivations cachées

ayant pu provoquer une telle affaire. *La Vérité* étant d'abord un journal d'opinion, des articles critiquant certains aspects de l'affaire occupent la première place( voir tableau VI ).

**TABLEAU VI**  
Types d'articles portant sur l'Affaire Dreyfus par année,  
dans le journal *La Vérité*.

Années/ types	Dépêches	Correspon- dances	Articles d'opinion	Articles de faits	Total
1894	Ø	1	Ø	Ø	1
1895	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø
1896	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø
1897	Ø	Ø	2	Ø	2
1898	Ø	Ø	5	4	9
1899	Ø	Ø	5	2	7
1900	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø
1906	Ø	Ø	1	1	2
<b>Total</b>	Ø	1	13	7	21

Le contenu des articles dans le journal *La Vérité* porte sur des aspects fort différents de ceux abordés par *La Patrie*. Le journal de Tardivel insiste notamment sur la dimension raciale du débat dreyfusard. Dès les premiers instants de l'affaire, on trouve un article en correspondance de France, signé Ch. Rondot, et où l'on remarque instantanément le caractère antisémite de la lettre. Dans cet article, on fait d'abord état du fait qu'un crime de haute trahison a été commis par un officier français qui est d'origine juive. On termine l'article en affirmant que "Drumont a raison ici : la France est entre les mains des Juifs. Or grattez le Juif, vous trouverez toujours le Judas<sup>51</sup>".

<sup>51</sup> Ch. Rondot, Correspondance spéciale de *La Vérité*, "XXXIIe lettre de France", *La Vérité*, 8 décembre 1894, p.8.

En 1897, quand l'affaire monopolise l'intérêt public, *La Vérité* rapplique avec un article à saveur très antisémite. Dans cet article, on parle d'une conférence de rabbins qui aurait eu lieu ou qui aura lieu à Montréal et qui représente une provocation pour les Canadiens. Il est à noter que le journaliste possède peu de précisions à ce sujet et d'ailleurs il n'a pas de preuve sûre de la tenue réelle de cette conférence. Stanis. Lemay qualifie dans ce papier les Juifs de "parasites du genre humain<sup>52</sup>" et il affirme qu'ils sont "[...] rusés comme le serpent, têtus comme l'âne[...] <sup>53</sup>" et qu'en fait, ce ne sont que des hypocrites chrétiens. Toujours selon ce journaliste, les trahisons juives sont célèbres et Dreyfus n'y échappe pas, il a aussi trahi la France. Dans un autre article, Le Provost de Launay va même jusqu'à comparer Dreyfus à Reinach. "Comme son copain d'origine et religion, Dreyfus, Reinach, aura trahi. [...] Pour nous, ce que Dreyfus a fait, Reinach le faisait. Je n'ai que cette façon de comprendre le mystère de sa fin<sup>54</sup>".

Nul doute pour *La Vérité* que Dreyfus est coupable du crime pour lequel il a été condamné. Précisons cependant que les journalistes ne semblent pas s'appuyer sur les preuves qui ont servi à sa condamnation, mais bien sur le fait qu'il est Juif. En réalité, les journalistes ne font pas l'historique de l'Affaire Dreyfus, ni ne repassent en revue les principaux événements qui ont contribué à faire de Dreyfus un criminel. Ils se concentrent plutôt sur la critique des nombreux crimes commis par les Juifs.

---

<sup>52</sup> Stanis Lemay, "Gare aux Juifs", *La Vérité*, 14 août 1897, p.4.

<sup>53</sup> *Idem*.

<sup>54</sup> Le Provost de Launay, "Dreyfus et Reinach", *La Vérité*, 14 août 1897, p.5.



En 1898, les commentaires de *La Vérité*, à la suite du procès d'Émile Zola, vont dans le même sens. On dénonce le *J'accuse* de Zola et le fait que ce dernier s'en soit tiré à bon marché.

[...] l'article qui lui a valu cette poursuite était abominable. [...] On ne fait pas de telles accusations sans preuves. Zola n'avait que des soupçons. Les dépêches disent que le président du tribunal a empêché Zola de faire sa preuve. Cela est faux. Il s'est servi de son article *J'accuse* pour faire réouvrir le procès Dreyfus. Le président n'est pas tombé dans le piège<sup>55</sup>.

Le journaliste se demande de plus s'il y a réellement des raisons de croire en l'innocence de Dreyfus. Si ce n'est du fait d'un procès à huis clos basé sur un dossier secret, aucune raison ne semble établir l'innocence de Dreyfus. Le journaliste dénonce la campagne qui s'organise autour de Dreyfus.

[...] plus une conspiration de la juiverie cosmopolite en vue d'entraîner la France dans quelque guerre désastreuse, après avoir ruiné toute confiance dans les chefs de l'armée, qu'à un effet légitime en faveur d'un homme qu'on croit injustement condamné. La puissance de la juiverie est redoutable. Elle n'a pas réussi à libérer Dreyfus mais à soulever le sentiment public contre les Juifs et à salir l'armée et ameuter l'opinion du monde contre la France<sup>56</sup>.

*La Vérité* conserve la même opinion concernant les Juifs et leur capacité de comploter. À partir de la seconde moitié de 1898, le journal se demande toutefois si la culpabilité du capitaine Alfred Dreyfus est réellement incontestable. Les propos de *La Vérité* sont en effet moins sévères à l'égard de Dreyfus mais restent durs et critiques concernant ce que le journal tient pour les véritables motifs du déclenchement d'une telle crise, soit une guerre de races plutôt que simplement une affaire militaire et judiciaire.

<sup>55</sup> Anonyme, "Zola - Dreyfus", *La Vérité*, 5 mars 1898, p.6.

<sup>56</sup> *Idem*.

Ce type de discours devient de plus en plus présent au cours de l'affaire. Dans un article publié en septembre 1898, où il est question du faux Henry, le journaliste parle de la possibilité de l'existence d'autres fausses pièces qui auraient pu servir au procès<sup>57</sup>. En octobre de la même année, on affirme que si on a condamné un officier Juif sur un faux document, il s'agit d'un profond discrédit pour le système et *La Vérité* craint ce dénouement. Le journal va jusqu'à ajouter :

Il est possible, selon nous, que toute cette affaire ait été montée par la juiverie maçonnique et internationale, pour rendre moralement impossible, d'ici à longtemps, toute lutte contre cette même juiverie : de même que Taxil et Consorts ont monté leur fumisterie pour paralyser la campagne antimaçonnique. [...] Mais il est aussi possible que le zèle antisémitique ait poussé les officiers à une conspiration et qu'il soit une véritable victime<sup>58</sup>.

*La Vérité* se questionne davantage sur la culpabilité de Dreyfus. Néanmoins, une chose demeure claire : l'Affaire Dreyfus cache un complot quel qu'il soit.

Est-ce dans l'ordre du possible que la condamnation de Dreyfus soit le résultat de cette haine violente contre le Juif? On n'a pas condamné délibérément un innocent mais on a peut-être soumis des pièces fausses. Il est aussi possible que Dreyfus soit vraiment coupable. Il n'est pas nécessairement coupable parce qu'il est juif et il n'est pas nécessairement innocent pour la même raison<sup>59</sup>.

*La Vérité* affirme en conséquence qu'elle doit être sobre de commentaires puisque l'affaire n'est pas claire. Elle va même jusqu'à affirmer que quel que soit le résultat, c'est dorénavant la fin de l'agitation qu'elle préconise.

Dans un article publié le 8 octobre 1898, le journal approfondit son discours portant sur les motivations de l'Affaire Dreyfus. Les propos tenus par *La Vérité* se rapportent

<sup>57</sup> Anonyme, "L'Affaire Dreyfus", *La Vérité*, 24 septembre 1898, p.7.

<sup>58</sup> Anonyme, "L'Affaire Dreyfus", *La Vérité*, 1<sup>er</sup> octobre 1898, p.8.

précisément à la dimension religieuse et raciale de l'affaire. *La Vérité* affirme que la secte judéo-maçonnique exploite cette affaire avec rage contre l'Église et qu'elle se soulève contre la religion catholique. *La Vérité* soutient que le vrai caractère de l'affaire réside dans la question religieuse et que le dénouement peut avoir de mauvais résultats sur la religion catholique. "On peut tromper à ce point l'opinion, qu'on en vient à substituer à la juste indignation patriotique la haine religieuse <sup>60</sup> »!

Lors de l'attente du deuxième procès d'Alfred Dreyfus en 1899, un correspondant de *La Vérité* revient à la charge en dénonçant le mouvement anticatholique, qui a fait naître non pas un parti dreyfusard mais bien un parti anticatholique. L'Affaire Dreyfus est selon lui le stimulant ayant provoqué ce phénomène.

Ce n'est pas pour un aussi mince intérêt que le parti, qui est appelé le parti dreyfusard, se serait formé en France et dans le monde entier. C'est une entente, une coopération pour un même projet, cet immense parti que l'on trouve dans toutes les classes, dans tous les pays, c'est le parti anticatholique. Pour ce parti-là, le cas de Dreyfus, habilement exploité au nom des intérêts apparents de l'humanité et de la justice, a été à la fois le stimulant et le lien. Et ainsi l'affaire est devenue cette immense machine de guerre dressée contre le catholicisme, dont les coups menacent de s'abattre sur la France par le triomphe du parti dreyfusard, devenu maître du gouvernement. Et sa condamnation, qu'ils s'efforcent de plus en plus de rendre odieuse et abominable, leur sert à faire ressortir aussi de plus en plus la gravité du péril clérical<sup>61</sup>.

*La Vérité* de Québec ajoute à ces mots qu'elle craint, avec son correspondant de Paris, les suites de cette affaire puisqu'elle pourrait servir, selon elle, à combattre l'Église. L'équipe de Tardivel se questionne même sur le véritable fond de l'affaire. "Pourquoi la

---

<sup>59</sup> *Idem*.

<sup>60</sup> Anonymc, "L'Affaire Dreyfus", *La Vérité*, 8 octobre 1898, p.7.

juiverie cosmopolite n'aurait-elle pas machiné la condamnation illégale, sans preuves, de Dreyfus, pour mettre fin à toute lutte contre les Juifs <sup>62</sup>”? *La Vérité* propose même une analogie avec l'affaire Taxil<sup>63</sup> bien qu'elle énonce en plus la possibilité de l'absence de conspiration.

Une chose reste toutefois claire pour le journal, “le faux Henry était un indice suffisant de danger pour que les catholiques ne s'engagent pas plus loin<sup>64</sup>”. Selon *La Vérité*, le faux document est une menace puisqu'il peut contribuer à la révision du procès et que “chaque triomphe des révisionnistes a pu être représenté, avec une certaine plausibilité, comme une défaite pour la religion<sup>65</sup>”. Néanmoins, quels que soient le risque et les conséquences sur la religion catholique, *La Vérité* croit que la révision demeure la seule façon de mettre fin aux agitations.

Le journal de Tardivel redoute évidemment le dénouement de cette histoire. Il craint que toute l'affaire ait été mise en branle dans le seul but de détruire la religion catholique.

---

<sup>61</sup> Anonyme, “L'esprit de l'Affaire”, *La Vérité*, 5 août 1899, p.3.

<sup>62</sup> *Idem*.

<sup>63</sup> L'affaire à laquelle fait référence *La Vérité*, s'est passée dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle mettait en cause les agissements d'anti-cléricaux. Leo Taxil, pamphlétaire anti-clérical, s'est rendu populaire par sa campagne menée contre le catholicisme. Taxil s'est fait accuser de tous les maux. Il a décidé en avril 1885, de reconnaître et d'abjurer des erreurs. Il a par la suite été reçu et béni par le pape. Or, après de nombreuses années de conférences et de publications dénonçant les méfaits et le caractère satanique de la franc-maçonnerie, Taxil tient un discours public dans lequel il expose que toutes les “révélations” qu'il a faites n'étaient que de la fumisterie. Taxil a en fait tenté de démontrer les faiblesses de la religion catholique puisqu'après avoir été reçu, il a affirmé publiquement qu'il ne croyait pas et qu'il n'avait jamais cru à cette religion. Léo Taxil a ainsi prouvé selon lui que n'importe quelle personne pouvait entrer dans la religion catholique sans même avoir la foi. Sur cette affaire voir :

Eugen Weber, “Satan franc maçon. La mystification de Leo Taxil”, Paris, René Julliard, 1964.

<sup>64</sup> Anonyme, “L'esprit de l'Affaire”, *La Vérité*, 5 août 1899, p.3.

<sup>65</sup> *Idem*.

Bien qu'elle ne soit pas en mesure d'identifier de façon formelle les coupables, *La Vérité* est ferme sur un point précis : la motivation profonde de l'Affaire Dreyfus réside dans un conflit à saveur religieuse. "Coupable ou non, on explique difficilement le bruit dans les journaux de tous les pays ou plutôt, on explique facilement ce bruit mais à la condition d'admettre l'action maçonnique<sup>66</sup>". *La Vérité* se demande de plus si l'affaire eût fait tant de bruit si Alfred Dreyfus avait été catholique pratiquant ou simplement baptisé.

*La Vérité* est donc à la fois explicite et ambiguë quant à sa position relativement à tout l'épisode de l'Affaire Dreyfus, bien qu'elle affirme, au moment du procès de 1899, ne s'être pas encore forgé une opinion. Le caractère antisémite du journal demeure présent tout au long de l'affaire, cependant, il devient moins drastique quant à la culpabilité du capitaine Alfred Dreyfus au fur et à mesure qu'elle évolue. Par ailleurs, les accusations ne sont plus directement portées envers les Juifs mais envers tous ceux qui souhaitent la destruction de l'Église. La principale pensée véhiculée dans le discours de *La Vérité* reprend les idées d'un nationalisme basé sur la défense des intérêts des Canadiens français catholiques.

---

<sup>66</sup> Anonyme, "Le procès Dreyfus", *La Vérité*, 19 août 1899, p.6.

### *La Presse*

La couverture journalistique portant sur l’Affaire Dreyfus est très importante dans *La Presse*. On retrouve dans le quotidien des articles en correspondance de France, des dépêches, des articles factuels et des articles d’opinion, plus exactement, 248 articles de ce genre portant sur l’Affaire Dreyfus dans le journal alors dirigé par Trefflé Berthiaume (voir tableau I).

Une fois encore les articles sont davantage concentrés en 1898 et 1899, années où se produisent les événements les plus importants de l’Affaire Dreyfus. Cette dernière prend donc beaucoup de place dans l’actualité journalière au Québec. Dans *La Presse*, l’affaire y est presque aussi importante que les grands crimes et la guerre des Boers. En effet, on pourrait même prétendre que l’épisode est traité comme s’il se produisait ici, au Québec. La façon dont sont distribués les articles dans *La Presse* établit d’ailleurs l’importance de l’affaire française au Québec : des articles dans les premières pages du journal et parfois plus d’un par édition.

### TABLEAU VII

Nombre d'articles concernant l'Affaire Dreyfus par page,  
par année, dans le journal *La Presse*.

Années/ Pages	Articles en 1894	Articles en 1895	Articles en 1896	Articles en 1897	Articles en 1898	Articles en 1899	Articles en 1906	Total
Page 1	3	Ø	Ø	1	16	41	1	62
Page 2	1	Ø	Ø	2	2	10	1	16
Page 3	2	2	Ø	1	9	6	Ø	20
Page 4	Ø	1	Ø	1	4	10	Ø	16
Page 5	1	Ø	Ø	Ø	8	14	Ø	23
Page 6	Ø	Ø	1	Ø	6	2	Ø	9
Page 7	Ø	Ø	Ø	1	13	12	Ø	26
Page 8	Ø	Ø	Ø	Ø	2	3	Ø	5
Page 9	Ø	Ø	Ø	Ø	1	2	Ø	3
Page 10	Ø	Ø	Ø	Ø	3	Ø	Ø	3
Page 11	Ø	Ø	Ø	Ø	1	3	Ø	4
Page 12	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	2	Ø	2
Page 13	Ø	Ø	Ø	Ø	1	1	Ø	2
Page 14	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø
Page 15	Ø	Ø	Ø	Ø	1	2	Ø	3
Page 16	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø
Page 17	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø
Page 18	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	1	Ø	1
Page 19	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	1	Ø	1
Page 20	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø
Page 28	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	1	1
Dernier	Ø	Ø	Ø	1	26	24	Ø	51
Total	7	3	1	7	93	134	3	248

L'affaire est très présente dans *La Presse*. En 1899, on retrouve même en première page 41 articles relatant les événements qui se produisent en France. De plus, l'Affaire Dreyfus se trouve souvent dans les premières colonnes des pages où elle est traitée. En fait, l'affaire semble être une des premières préoccupations des journalistes de *La Presse*.

Tout comme dans *La Patrie*, le nombre d'articles relatant les faits est plus important que celui diffusant l'opinion de *La Presse*. En fait, 90% des articles sont des dépêches.

**TABLEAU VIII**

Types d'articles portant sur l'Affaire Dreyfus par année,  
dans le journal *La Presse*

Types/ années	Dépêches	Correspon- dances	Articles d'opinion	Articles de faits	Total
1894	6	1	Ø	Ø	7
1895	3	Ø	Ø	Ø	3
1896	1	Ø	Ø	Ø	1
1897	7	Ø	Ø	Ø	7
1898	89	1	4	Ø	94
1899	121	2	9	1	133
1900	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø
1906	Ø	Ø	Ø	3	3
<b>Total</b>	227	4	13	4	248

La position de *La Presse* est plus difficile à percevoir que celle de *La Patrie*. Les dépêches qu'elle publie exposent les deux côtés de l'Affaire Dreyfus. Certains articles font état de la culpabilité de Dreyfus, tandis que d'autres démontrent l'injustice du procès de 1894. Il est donc difficile de conclure à un quelconque tri dans les dépêches. Une chose est toutefois indubitable, c'est que *La Presse* rend compte de l'importance que prend l'Affaire Dreyfus.

Les premiers articles de *La Presse* en 1894 montrent le sentiment de peur qui existe en France. En fait, dès le départ, on pressent les retombées d'une affaire qui prend les proportions d'un événement politique et redoute de sérieuses conséquences



diplomatiques. En effet, “on est convaincu que cette affaire constituera une série d’événements dramatiques dans les affaires politiques de la France”<sup>67</sup>.

En 1898, une dépêche en provenance de Paris établit l’importance de l’Affaire Dreyfus. Selon le journaliste, la lettre de Zola à Faure a fait passer l’affaire à un autre niveau. Cette lettre a fondamentalement eu un effet sur l’opinion publique. “Il ne s’agit plus de l’affaire Dreyfus : la question s’est agrandie : c’est une agitation intense pour ou contre les Juifs et la passion populaire est portée au plus haut degré d’intensité”<sup>68</sup>.

L’Affaire Dreyfus est sans aucun doute pour *La Presse* un événement d’envergure. La plupart des dépêches et des articles de faits relatent chaque événement dans le développement de l’affaire. Celle-ci est présentée dans *La Presse* sous toutes ses formes sans toutefois exposer clairement la position du journal montréalais. Ce sont plutôt les quelques articles d’opinion qui contribuent à faire connaître la position du journal. Mais encore cette fois, l’opinion concernant l’affaire judiciaire n’y est pas nettement saisissable.

Dans un article publié le 3 septembre 1898, suite à la découverte du “faux Henry”, un journaliste de *La Presse* affirme que cette trouvaille n’innocente pas Dreyfus, et qu’elle ne constitue pas le fait nouveau qui pourrait légitimer la révision du procès de 1894. “La France, l’armée ne sont pas plus responsables, solidaires du crime du colonel Henry et de

---

<sup>67</sup> Paris, “L’Affaire Dreyfus”, Trefflé Berthiaume, dir., *La Presse*, 21 décembre 1894, p.1.

<sup>68</sup> Paris, “L’Affaire Dreyfus”, *La Presse*, 14 janvier 1898, p.8.

ses complices, s'il en a, que les Juifs n'étaient responsables du crime pour lequel Dreyfus a été condamné<sup>69</sup> .

Le journaliste de *La Presse* affirme de plus que le forfait de Henry est le résultat de la campagne antisémite en France. L'aboutissement de ces petites scènes qui composent le drame angoisse l'univers entier, et le Québec n'y échappe pas.

Pour nous, nous souffrons de la crise dont la France souffre, nous nous désolons de l'exploitation qu'on fait de ses maux pour la déconsidérer à l'étranger ; mais nous avons la ferme conviction, la certitude que les hommes qui la gouvernent seront à la hauteur des circonstances ; qu'ils feront jaillir la vérité du nuage, qui la masque, et qu'après avoir puni les coupables, que ce soient Dreyfus et ses amis ou Henry et ses complices, notre mère-patrie sortira plus forte, plus grande, et plus respectée, si possible, de cette malheureuse affaire, due encore plus au patriotisme inquiet de ses enfants qu'à leur esprit sectaire<sup>70</sup> .

*La Presse* est préoccupée par le dénouement de l'Affaire Dreyfus relativement au sort réservé à la France, plutôt que par l'affaire judiciaire en tant que telle. Le journal redoute et déplore cette situation qui cause du tort à la mère-patrie. *La Presse* affirme d'ailleurs qu'à travers les dépêches qui leur sont envoyées, on y retrouve plusieurs contradictions, la vérité y est difficilement discernable et qui plus est, le "[...] désir de nuire à la France, à son prestige, à sa réputation [...]"<sup>71</sup> est commun à la grande majorité de ces articles.

*La Presse* soutient que l'affaire est devenue un des thèmes les plus exploités par les ennemis de la France à l'étranger. Toutefois, le thème n'est pas utilisé justement. En effet,

<sup>69</sup> Anonyme, "L'affaire Henry", *La Presse*, 3 septembre 1898, p.8.

<sup>70</sup> *Idem*.

<sup>71</sup> Anonyme, "L'Affaire Dreyfus", *La Presse*, 4 octobre 1898, p.4.

le câble se trouve sous l'influence anti-française et donc les dépêches ne sont pas rediffusées correctement. Cette constatation est vérifiable selon *La Presse* à la comparaison des dépêches et des journaux français. Selon le journaliste, ce n'est "[...] ni dans les incidents de rue, ni dans la violence des sectaires que se trouve la vérité ; on la retrouve dans les faibles échos de ce qui se dit au Parlement, dans les universités et dans la presse honnête et sérieuse<sup>72</sup>". C'est cette vérité que recherche l'opinion publique.

Ce qui agite, passionne et divise la société française, ce n'est pas la personnalité de Dreyfus ou du colonel Picquart, mais un sentiment humain et profond : la recherche et le respect de la vérité et de la justice. En un mot, l'affaire est devenue un cas de conscience publique<sup>73</sup>.

Dans un autre article publié en janvier de l'année 1899 et qui est la traduction d'un article publié dans *The Gazette*, Honoré Beaugrand, le directeur de *La Patrie*, affirme que ce n'est pas l'affaire exclusivement qui l'inquiète mais bien cette exploitation qu'en font les ennemis de la France<sup>74</sup>. Honoré Beaugrand dénonce cette situation.

À croire ces correspondants et leurs journaux, la France serait finie : elle agoniserait tiraillée aux quatre membres par de nombreuses factions prêtes à déchirer la patrie pour le triomphe de leurs idées ou plutôt pour la satisfaction de leurs passions<sup>75</sup>.

L'article repris du journal anglophone ne vient en fait que confirmer l'opinion de *La Presse*. Le sort de Dreyfus préoccupe peu l'équipe du journal montréalais, c'est plutôt le mal causé à la réputation de la France qui dérange. En ce qui concerne le sort d'Alfred

<sup>72</sup> Anonyme, "L'affaire", *La Presse*, 15 décembre 1898, p.4.

<sup>73</sup> *Idem*.

<sup>74</sup> Honoré Beaugrand, "'L'Affaire' hors de France", *La Presse*, 19 janvier 1899, p.4.

<sup>75</sup> Honoré Beaugrand, "'L'Affaire' hors de France", *La Presse*, 19 janvier 1899, p.4.

Dreyfus, le journal affirme dans un article que rien ne sert de s'énervier et qu'il faut tout simplement attendre la fin du procès de Rennes.

Alors ! Alors, n'ajoutons foi à aucune des choses qui s'écrivent, se racontent et se télégraphient sur l'affaire Dreyfus, et attendons, comme le peuple français, comme le ministre de la guerre, le général marquis de Gallifet, le jugement du Conseil de guerre de Rennes, pour savoir si l'ex-prisonnier de l'Île du diable est innocent ou coupable<sup>76</sup>.

Or *La Presse* affirme peu son opinion relativement à l'affaire, si ce n'est son inquiétude par rapport à la France. Cette situation cause d'ailleurs des malentendus. Dans un article publié en août 1899, on peut lire qu'un correspondant du *Trifluvien* accuse *La Presse* d'être dreyfusiste. Selon le correspondant, le journal montréalais publie davantage des nouvelles à saveur dreyfusarde ; mais ce dernier s'en défend bien.

Selon *La Presse*, rien ne sert de reproduire des opinions qui arrivent souvent en retard et qui parviennent d'un territoire lointain, limitant de fait les connaissances concernant le dossier secret. "Pourquoi à la distance où nous sommes des événements et des preuves, serions-nous forcés de faire plus que les accusateurs<sup>77</sup>?" Le journal affirme n'être ni dreyfusard ni anti-dreyfusard et soutient que le mieux est d'attendre la fin du procès de Rennes<sup>78</sup>.

Le journal de Berthiaume se sent peu concerné par une cause qui a dégénéré en un véritable débat politique. La seule raison pour laquelle *La Presse* s'intéresse à l'Affaire

<sup>76</sup> Anonyme, "L'Affaire", *La Presse*, 30 juin 1899, p.4.

<sup>77</sup> Anonyme, "À propos de l'Affaire", *La Presse*, 23 août 1899, p.4.

<sup>78</sup> *Idem*.

Dreyfus, c'est le lien qui unit le Québec et la France. En outre, le dénouement de l'affaire judiciaire importe peu. La *Presse* exprime plutôt un nationalisme voué à la sauvegarde des intérêts de la mère-patrie, la France, et en l'occurrence, à la protection des intérêts des Canadiens français.

Comme un journaliste de *La Presse* le mentionne à la suite du verdict de Rennes, “[...] nous n'avons pas raison de partager l'excitation qui règne en France [...]”<sup>79</sup>. Les sympathies ne vont pas plus loin qu'un bon sentiment pour la mère-patrie. Honoré Beaugrand exprime cette position dans *La Presse*, le 12 septembre 1899.

C'est dans les jours de peine et de douleur et que quelqu'un attaque sa “mère” que quelqu'un se lève, un bon fils, pour la défendre. [...] La Presse franco-canadienne n'a sûrement pas manqué à ce devoir devant les tonnes d'injures de la part des journaux, “Times” de Londres en tête<sup>80</sup>.

En résumé, la France est sortie grande de cette épreuve et s'il y a eu injustice dans toute cette affaire, *La Presse* répond que la politique a commis beaucoup d'injustices auparavant dans plusieurs autres pays. C'est davantage le “[...] problème des Juifs, mais ce n'est pas chez-nous que le problème s'impose<sup>81</sup>”.

### **Conclusion**

La plupart des articles publiés dans la presse québécoise, particulièrement dans *La Patrie* et *La Presse*, sont des dépêches, des correspondances et des articles de faits. Bien

<sup>79</sup> Anonyme, “Dreyfus”, *La Presse*, 11 septembre 1899, p.4.

<sup>80</sup> Honoré Beaugrand, “Vive la France”, *La Presse*, 12 septembre 1899, p.4.

<sup>81</sup> Anonyme, “Dreyfus”, *La Presse*, 11 septembre 1899, p.4.

que l'on y retrouve moins d'articles d'opinion, la position de chacun des journaux y est percevable. Dès qu'un événement d'envergure se produit dans le dossier Dreyfus, les trois journaux québécois font état des moindres développements. Il est donc aisé d'affirmer que l'Affaire Dreyfus a eu beaucoup d'importance au Québec de par la couverture journalistique.

La présentation qu'en font les journaux québécois démontre l'intérêt qu'ils y portent. En effet, l'affaire se trouve habituellement parmi les grands événements, elle fait souvent la première page et elle remplit même parfois des pages complètes. Nul doute que l'Affaire Dreyfus intéresse l'opinion publique. Toutefois, la façon dont elle est traitée diffère profondément de ce qui se passe en France. Pas de polémiques véhémentes, pas de recours à un vocabulaire scatologique comme on en voit dans les journaux français. Le ton est certes ferme, mais, mis à part certains articles de *La Vérité*, il ne tombe pas dans le grossier.

Par ailleurs, on ne semble point s'intéresser à la mobilisation intellectuelle qui se tient en France et à celle qui pourrait se tenir ici, au Québec. Aucun journal ne fait mention d'une quelconque mobilisation intellectuelle québécoise par suite de l'Affaire Dreyfus. L'attention des journalistes, exception faite de l'indignation suscitée par certains articles dans des journaux anglophones, est avant tout tournée vers les événements qui se produisent en France et l'analyse qu'on en fait. D'ailleurs, à aucun moment le substantif "intellectuel" n'est apparu dans les trois journaux.

Le périodique *La Vérité* présente une opinion claire concernant sa position antisémite. Le journal de Tardivel s'engage dans le débat étant donné que celui-ci implique la question juive. Le sort réservé au capitaine Alfred Dreyfus intéresse peu *La Vérité*, c'est davantage le possible complot de la part de la communauté juive qui retient l'attention du journal. Tardivel et son équipe profitent de l'Affaire Dreyfus pour tenter de convaincre les lecteurs de la force de la juiverie et par le fait même de les mettre en garde contre toute attaque du parti anticatholique.

*La Patrie* et *La Presse* utilisent aussi l'affaire pour afficher leur position relativement à la France. L'Affaire Dreyfus représente l'événement idéal pour défendre la mère-patrie et du même coup, renforcer le sentiment nationaliste canadien-français. Le sort de Dreyfus et son histoire intéressent évidemment les quotidiens puisque ceux-ci font état des moindres faits qui se produisent en France. Toutefois, c'est particulièrement l'impact de cette affaire sur la France et sa réputation qui incite les journaux à prendre position.

La comparaison faite entre *La Vérité*, *La Patrie* d'une part et *La Presse* de l'autre permet de constater l'engagement non pas seulement des journaux d'opinion, mais bien d'un journal d'information. *La Presse* prend effectivement position dans le débat dreyfusard. Le journal montréalais publie des articles d'opinion où il est possible de voir la ligne directrice de la pensée de *La Presse*.

En conclusion, il s'avère réaliste d'affirmer que les trois journaux, *La Vérité*, *La Patrie* et *La Presse*, développent des idées précises et présentent une prise de position. Chacun diffuse son opinion. Toutefois, il est prématuré de conclure à un engagement intellectuel. D'abord, on ne fait aucune mention de l'existence d'un quelconque groupe d'intellectuels. Par ailleurs, les idées étant parfois perdues dans un amoncellement de faits, le discours tenu est en général plus proche de la description que de l'opinion. La véritable question de la recherche demeure donc d'identifier la nature de l'engagement pris par la presse québécoise. Il s'agit de voir si cet engagement des journaux est d'ordre politique ou intellectuel pour être en mesure d'acquiescer à la présence ou non d'intellectuels à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.



### CHAPITRE III

#### L'AFFAIRE DREYFUS ET L'ENGAGEMENT INTELLECTUEL AU QUÉBEC

Certaines questions demeurent sans réponse quant au caractère intellectuel des discours diffusés au siècle précédent. Plusieurs hypothèses ont été émises à ce propos et d'ailleurs, beaucoup d'entre elles se contredisent. La recherche présente permet de faire quelques précisions concernant ces thèses. L'étude du contexte québécois et de l'impact de l'Affaire Dreyfus au Québec à travers la presse québécoise vient préciser les réponses à certaines questions concernant l'existence d'un discours intellectuel et la présence d'intellectuels québécois au XIX<sup>e</sup> siècle.

##### *Le Québec au moment de l'Affaire Dreyfus*

Au moment du déclenchement judiciaire de l'Affaire Dreyfus en France, le Québec se trouve dans un contexte particulier où certains courants de pensée émergent. Ces idées se développent plus particulièrement depuis la Confédération de 1867. Celle-ci est présentée par les élites canadiennes-françaises comme un pacte entre les deux nations fondatrices<sup>1</sup>.

Bien que le discours prône l'harmonie, la question des écoles catholiques au Nouveau-Brunswick et au Manitoba vient la compromettre. En effet, ce conflit donne lieu au ressentiment des nationalistes canadiens-français. En plus de défendre leurs intérêts au

---

<sup>1</sup> Fernande Roy, *Histoire des idéologies au Québec aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Montréal, Boréal, 1993, p.48.

sein même du Québec, ceux-ci se doivent dorénavant de défendre les droits des minorités francophones hors du Québec.

La polémique tenue autour de la pendaison de Louis Riel vient aussi alimenter l'animosité qui existe déjà dans la société québécoise à la fin des années 1880. Les Canadiens français ont fait de Louis Riel un martyr catholique et français, sans se préoccuper davantage de la cause métisse qu'implique l'affaire. Le refus de la grâce de Riel par MacDonald est alors perçu comme une preuve de leur peu de poids au sein de la Confédération<sup>2</sup>. L'affaire Riel contribue donc à creuser le fossé entre les Canadiens anglais et les Canadiens français, de même qu'à renforcer le sentiment nationaliste de ces derniers.

L'Affaire Dreyfus se produit donc à un moment où le sentiment nationaliste est en croissance au Québec, surtout dans le contexte d'un conflit concernant les liens du Canada avec l'Empire britannique. Le terrain se prépare depuis déjà quelques temps et le discours québécois en est affecté. "En 1899, la question impériale identifiée à l'intervention britannique en Afrique du Sud prend le relais d'autres problèmes qui ont contribué à la renaissance du mouvement nationaliste canadien-français : question scolaire au Nouveau-Brunswick (1871) et au Manitoba (1890), Affaire Riel<sup>3</sup>".

---

<sup>2</sup> Ibidem : p.49.

<sup>3</sup> Yvan Lamonde, "Le libéralisme et le passage dans le XXe siècle", *Combats libéraux au tournant du XX<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Fides, 1995, p.34.

Le projet de fédération impériale qui refait surface après la Confédération et particulièrement vers 1885, donne lieu d'une part à la montée d'un courant nationaliste et d'autre part au renforcement de l'impérialisme. Bien qu'il rejette l'idée de fédération impériale, John A. Macdonald précise le rôle du Canada dans une guerre impériale. Il désire précisément voir le Canada aux côtés de l'Angleterre. En retour, il estime que l'autonomie des colonies est tellement développée qu'un retour en arrière, c'est-à-dire un Parlement impérial qui dirigerait les *dominions*, serait inconcevable. C'est pourtant ce que craignent certains Canadiens français et même certains impérialistes nationalistes.

Les Canadiens français savent que même l'indépendance du *Dominion of Canada* ne représente pas l'indépendance pour eux. En effet, cette indépendance représenterait pour le Canada "[...] une plus lourde charge, comme des obligations internationales accrues [...]"]<sup>4</sup>. Ses responsabilités face au monde extérieur ne seraient pas abolies. Et à l'intérieur d'un tel Canada, les Canadiens français demeureraient minoritaires et c'est précisément ce qu'ils redoutent.

Le discours des ultramontains est affecté par cette vision. Ceux-ci dénoncent le sentiment nationaliste anglo-canadien qui se développe à cette époque. Jules-Paul Tardivel, qui est l'un des principaux porte-parole de l'ultramontanisme, produit d'ailleurs un discours dans lequel il démontre sa position relativement à ce nouveau courant.

---

<sup>4</sup> Maurice Séguin, *Histoire de deux nationalismes au Canada*, Montréal, Guérin, 1997, p.414.

La Confédération ne protégeant pas les droits des minorités, du moment que ces minorités sont françaises et catholiques, où est donc sa raison d'être, au point de vue de nos intérêts, à nous, Canadiens français et catholiques? Elle peut faire l'affaire des sectaires qui veulent l'anglicisation, l'apostasie religieuse et nationale des Canadiens français; mais elle ne saurait faire nôtre [...]. Nos ennemis ne s'arrêteront que lorsqu'ils auront foulé aux pieds le dernier droit de la race française en Amérique<sup>5</sup>.

Tardivel propose une solution à cette situation. Il soumet l'idée d'un État catholique indépendant au Québec<sup>6</sup>. Toutefois, son projet est mal reçu, même au sein de ses amis ultramontains. "L'évolution des relations entre hommes d'Église et hommes politiques va d'ailleurs, au cours de cette période, marginaliser les partisans de la théocratie<sup>7</sup>".

Parallèlement à ce nationalisme, le libéralisme poursuit son développement. L'on y retrouve les idées de liberté et de justice, toutefois son caractère est beaucoup plus marqué. D'abord, les luttes qui surviennent après la Confédération sont majoritairement consacrées à contrer l'ingérence de l'Église dans les affaires d'État. C'est d'ailleurs "[...] dans ce contexte de double évolution du libéralisme radical et de l'ultramontanisme radical et programmatique que Laurier fait son fameux discours le 26 juin 1877 [...]"<sup>8</sup>. Laurier tente de rétablir son image ternie par l'hostilité ultramontaine. Il va donc déclarer "qu'être libéral signifie simplement croire à la liberté, à la démocratie et au progrès"<sup>9</sup>.

---

<sup>5</sup> Jules-Paul Tardivel, *La Vérité*, 2 novembre 1889, cité par Fernande Roy, *Histoire des idéologies au Québec aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1993, p.50-51.

<sup>6</sup> Maurice Séguin, *op. cit.*, p.417.

<sup>7</sup> Fernande Roy, *op. cit.*, p.51.

<sup>8</sup> Yvan Lamonde, "Le libéralisme et le passage dans le XX<sup>e</sup> siècle", *Combats libéraux au tournant du XX<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Fides, 1995, p.12.

<sup>9</sup> Fernande Roy, *Op cit.*, p.53.

Laurier précise de plus qu'être libéral ne signifie pas être révolutionnaire ni anticatholique.

Le discours de Wilfrid Laurier va sans aucun doute encourager, la séparation de l'Église et de l'État, malgré la grande place accordée à l'Église. Le libéralisme de la fin du siècle dernier évolue donc dans un contexte modifié, parmi d'autres idéologies concurrentes tel que le clérico-nationalisme<sup>10</sup>. Les tenants de l'idéologie libérale tentent de défendre à travers les courants qui s'imposent un discours portant sur l'individualisme, les libertés politiques, les institutions britanniques et évidemment, le progrès.

La conjoncture québécoise au moment où se produit l'Affaire Dreyfus en France est donc particulière. D'une part, le Québec assiste à la montée du nationalisme, entre autre basé sur la défense des intérêts des Canadiens français et d'autre part, il est témoin de l'évolution du libéralisme, qui marie désormais la liberté et le progrès. Un autre courant, qui n'a pas encore été abordé, tient aussi une place certaine dans le discours québécois, il s'agit de l'antisémitisme.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, une vague d'immigration touche le Québec provoquant la croissance du nombre de Juifs. Le rôle social de ces derniers se fortifie et les Canadiens

---

<sup>10</sup> Fernande Roy, *Progrès, harmonie, liberté. Le libéralisme des milieux d'affaires francophones à Montréal au tournant du siècle*, Montréal, Boréal, 1988, p.60.

français, précisément les ultramontains, craignent la destruction de la société chrétienne<sup>11</sup>. Le discours qui se forge autour de l'antisémitisme est importé d'Europe, où il se développe depuis déjà quelques années. Au Québec, il prend de l'ampleur plus tard qu'en Europe. Il prend une grande importance dans le discours clérico-nationaliste, surtout véhiculé par Jules-Paul Tardivel.

Le déclenchement de la crise française arrive donc à un moment où émergent au Québec plusieurs courants de pensée. Ceux-ci influencent les propos tenus par les tenants des différentes positions. Le contexte québécois est en conséquence favorable à la réflexion et à la tenue de différents débats. Une question devient alors essentielle : ce contexte est-il favorable à l'existence d'un discours intellectuel ?

### ***L'Affaire Dreyfus et les intellectuels québécois***

On peut certainement parler d'engagement et de débat dans la presse québécoise. Peut-on toutefois parler de discours intellectuel ? Si l'on en croit les propos de Yvan Lamonde dans son article *Les 'intellectuels' francophones au Québec au XIX<sup>e</sup> siècle : questions préalables*, l'intellectuel n'existe pas avant le XX<sup>e</sup> siècle, donc la tenue d'un discours intellectuel est inconcevable. Selon Lamonde, si le substantif d'intellectuel n'est utilisé qu'en 1901 par Léon Gérin, c'est qu'il n'y a pas assez d'intellectuels au XIX<sup>e</sup>

---

<sup>11</sup> Fernand Dumont et al., *Idéologies au Canada français 1900-1929*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1974, p.336.

siècle pour signaler leur présence<sup>12</sup>. Mais comment se fait-il que Gérin utilise le substantif sans aucune gêne en 1901, pour désigner une classe jusqu'alors inexistante ?

Yvan Lamonde affirme dans son article que la situation intellectuelle du Québec n'est pas comparable à celle de la France et, que trois des traits de la situation française sont absents du décor québécois<sup>13</sup>. D'abord, Lamonde soutient que cette vie intellectuelle canadienne-française n'est pas assez intense pour qu'existe une intellectualité<sup>14</sup>. Il y a de plus absence d'une tradition socialiste ou anarchiste, qui oblige en conséquence à chercher du côté de la tradition syndicale. Finalement, sur la question culturelle, il est possible, toujours selon Yvan Lamonde, que les syndicats n'aient pas eu les moyens d'aller au-delà des revendications concernant les manuels scolaires.

Par ailleurs, en étudiant le contexte socioculturel de la France et du Québec, Lamonde met l'accent sur les crises susceptibles de favoriser l'émergence des intellectuels. Toujours selon cet historien, il est tout à fait judicieux de se demander si le Québec a connu ce type de crises<sup>15</sup>.

Yvan Lamonde note dans son article que les “*affaires*” constituent les principaux événements incitant l'intervention des intellectuels. L'auteur précise de plus que l'Affaire

---

<sup>12</sup> Yvan Lamonde, “Les ‘intellectuels’ francophones au Québec au XIX<sup>e</sup> siècle : questions préalables”, *Revue d'histoire de l'Amérique française*, automne 1994, 48, 2, p.163.

<sup>13</sup> *Idem.*

<sup>14</sup> *Ibid*

<sup>15</sup> *Ibid.*, p.173.

Dreyfus, comme l'affaire Guibord, est un événement d'abord judiciaire, mais qui, à la différence de cette même affaire, provoque la mobilisation de la classe intellectuelle. L'Affaire Dreyfus a provoqué le lancement de manifestes, comme le "Manifeste des intellectuels" dreyfusards, publié dans le journal de Clemenceau en 1898. Aucune affaire ne semble avoir provoqué semblable mobilisation des intellectuels canadiens-français avant 1900. Aucun événement québécois n'a eu l'envergure de l'Affaire Dreyfus en France et n'a entraîné la naissance des intellectuels québécois<sup>16</sup>.

Serait-ce qu'aucune affaire d'envergure ne s'est produite avant 1900 au Québec ou, serait-ce que la naissance, ou plutôt la mobilisation des intellectuels québécois, n'a tout simplement pas été discernée ? Pourtant l'Affaire Dreyfus se produit à un moment où le sentiment nationaliste est en croissance, dans le contexte d'un conflit impérial. Le discours québécois en est affecté et il est certainement propice au débat. Il est alors justifié de se demander s'il est possible que ce soit l'Affaire Dreyfus elle-même qui ait suscité la tenue d'un discours intellectuel dans la presse. L'Affaire Dreyfus aurait-elle pu elle-même provoquer au Québec l'intervention ou du moins, la mobilisation des intellectuels déjà présents?

L'affaire française suscite sans aucun doute l'intérêt de la presse québécoise. Les journaux choisis font état de façon explicite des événements qui se produisent en France. Comme on l'a vu, 626 articles ont été recensés dans *La Patrie*, *La Vérité* et *La Presse*.

---

<sup>16</sup> *Ibid.* , p.173.



De plus, quelques articles démontrent une prise de position et un engagement d'une part relativement à la mère-patrie et d'autre part, relativement au caractère racial de l'affaire. Le degré d'engagement n'est certes pas le même qu'en France, mais il y a engagement. Cependant, force nous est d'admettre qu'il est moins éclatant qu'en France. Le ton des opinions émises au Québec n'a rien de comparable avec celui de la presse française.

L'engagement de la presse québécoise donne lieu à un débat qui reprend davantage les grands thèmes qui se développent depuis déjà quelques décennies, plutôt que les composantes de l'affaire judiciaire. Tout comme Christophe Charle l'a affirmé dans son ouvrage portant sur *La Naissance des 'intellectuels' en France*, ceux-ci ont développé eux-mêmes, précédemment à l'Affaire Dreyfus, les nouvelles représentations sociales à partir des clivages internes au champ intellectuel. "[Enfin], ces débats ont été un banc d'essai des polémiques que suscitera l'intervention des "intellectuels" lors de l'affaire Dreyfus<sup>17</sup>".

Pourquoi le même phénomène ne se serait-il pas produit au Québec ? Il semble en effet plausible que l'intellectuel québécois, encore resté dans l'ombre, ait choisi d'intervenir au moment de l'Affaire Dreyfus. Toutefois, l'origine du conflit et le contexte dans lequel il le fait ne lui permettent pas d'aller au-delà de simples spéculations. L'analyse des articles publiés au sujet de l'affaire dans les journaux québécois fait néanmoins état d'une réflexion et d'une prise de position qui peuvent être de nature intellectuelle : D'une part

les journaux choisissent de prendre position et d'autre part, ils développent un discours qui reprend les grandes idées de l'heure. En conséquence, est-il possible de penser que l'intellectuel québécois ait lui aussi développé au cours des décennies précédentes des idées que mettra en lumière l'Affaire Dreyfus ?

On pourrait certes croire que la prédominance des informations sur les opinions face à l'Affaire Dreyfus est la preuve de l'absence de toute mobilisation des intellectuels québécois. Mais si, la retenue des journalistes québécois concernant l'Affaire Dreyfus, signifiait quelque chose? Si le contexte québécois au moment où se produit l'Affaire Dreyfus expliquait en grande partie cette attitude?

Les journalistes se sentent interpellés par un débat qui met en lumière certaines idées mises au jour par les événements passés, soit le nationalisme et la pensée ultramontaine, mais ils se sentent aussi contraints par la situation du Québec relativement à la France. Les journalistes redoutent le dénouement de l'affaire et ne veulent prendre position dans un conflit qui pourrait nuire à la France et, à travers elle, au Canada français. Le journal *La Patrie* se défend d'ailleurs de prendre directement parti concernant l'aboutissement de l'affaire judiciaire.

---

<sup>17</sup> Christophe Charle, *Naissance des 'intellectuels'. 1880-1900*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1990, p.65.

Le “Star” d’hier pousse la mauvaise foi jusqu’à se demander si nous cherchons à introduire l’affaire Dreyfus dans la politique canadienne. Pourquoi cette insolente question ? [...] À maintes reprises nous avons prêché la modération, ne prenant pas parti. [...] Et depuis samedi, c’est-à-dire la condamnation de Dreyfus, nous n’avons fait que défendre la France, notre vieille mère-patrie, contre les outrages inqualifiables dont on l’accablait<sup>18</sup>.

Le type d’attitude pris par *La Patrie* et *La Presse* se réitère, bien que différemment, dans *La Vérité*. La façon dont prend position le journal *La Vérité* met aussi en évidence ce phénomène. Au départ, le journal de Tardivel ne se gêne pas pour attaquer Dreyfus pour ce qu’il est, un Juif. Toutefois, par la suite, il devient beaucoup plus mitigé et se questionne davantage sur les véritables responsables de cette affaire, selon qu’elle implique l’avenir de la France<sup>19</sup>.

Le nationalisme qui se développe à la fin du siècle en réaction à la montée de l’impérialisme a sans doute fortement influencé ce type d’attitude. À la mère-patrie des Canadiens anglais, il importe d’opposer la mère-patrie des Canadiens français et, au besoin de la défendre. Toutefois, cette démarche est-elle celle d’un intellectuel? À prime abord, l’intellectuel est celui qui pense mais surtout, il est celui qui communique une pensée. L’intellectuel n’est pas caractérisé par un statut mais par son intervention sur le terrain du politique<sup>20</sup>. Dans le cas du journaliste, au moment de l’Affaire Dreyfus, il tente d’intervenir certes, mais il le fait presque sur la défensive. Peut-on alors le considérer comme étant un intellectuel?

---

<sup>18</sup> Anonyme, “C’est trop fort”, *La Patrie*, Montréal, 15 septembre 1899, p.4.

<sup>19</sup> Anonyme, “L’Affaire Dreyfus”, *La vérité*, Québec, 1<sup>er</sup> octobre 1898, p.7.

<sup>20</sup> Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France. De l’Affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1992, p.9.

L'intellectuel est reconnu pour développer une idée et s'y tenir inébranlable. C'est ce que Ory et Sirinelli appellent la conviction de l'intellectuel<sup>21</sup>. De plus, l'engagement est, par définition, l'une des trois manifestations de la présence de l'intellectuel<sup>22</sup>. L'engagement résulte d'une prise de position publique sur une idée précise ou sur plusieurs idées générales, dans le but toujours de proposer de nouvelles avenues<sup>23</sup>. Il semble en effet que ce soit le rôle principal de l'intellectuel. De fait, il apparaît que l'intellectuel ne puisse s'épanouir sans s'engager.

Les intellectuels ne peuvent pas ne pas ressentir de temps à autre le devoir de s'adresser au public qui les nourrit afin qu'ils puissent se consacrer à leur œuvre. Les idées s'affadissent si elles ne sont pas animées par un souci d'action<sup>24</sup>.

Les journalistes québécois résistent à s'engager avec fermeté dans l'Affaire Dreyfus. Ils n'exploitent pas l'affaire de façon à faire de l'événement un véritable moyen de diffuser un courant de pensée. Il y a présence certes d'une démarche politique, d'un discours politique et sûrement d'un débat politique, mais l'étude n'a pas servi à prouver qu'ils étaient d'ordre intellectuel.

Si l'étude de l'Affaire Dreyfus n'a pas servi à prouver la présence d'intellectuels québécois à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, prouve-t-elle pour autant l'inexistence d'intellectuels à cette époque ? Il apparaît en effet irréaliste d'acquiescer à ce genre d'affirmation. Beaucoup d'études tendent à plaquer le modèle français sur l'histoire des intellectuels

---

<sup>21</sup> *Ibidem*.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p.20.

<sup>23</sup> Léon Dion, *Les intellectuels et le temps de Duplessis*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1993, p.153.

québécois. Cependant, cette pratique peut comporter certains dangers. Catherine Pomeyrols affirme que “si l’histoire des intellectuels en tant que telle est absente au Québec, [...] c’est en partie à cause de la domination du modèle français<sup>25</sup>”. Bref, une définition trop française de l’intellectuel a peut-être miné la recherche des intellectuels au Québec. Cette hypothèse peut sans doute expliquer certaines lacunes dans l’histoire des intellectuels au Québec.

Selon certains, l’histoire des intellectuels français remonte à l’Affaire Dreyfus, conséquemment à leur engagement explicite et collectif. Pascal Ory et Jean-François Sirinelli affirment que le terme “ [...] *intellectuel* sous sa forme substantivée peut être située exactement dans l’espace – la culture française- et dans le temps- l’affaire Dreyfus<sup>26</sup>”. Transposer ce modèle au Québec signifierait donc acquiescer à l’absence d’intellectuels au siècle dernier.

Et pourtant, l’étude des travaux portant sur la naissance des intellectuels français, dont ceux de Christophe Charle, Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, n’est pas sans reposer sur un paradoxe : si d’une part, on insiste sur la naissance collective des intellectuels, de l’autre il est difficile de ne pas reconnaître que le tournant de l’Affaire Dreyfus tient moins à la mobilisation collective des intellectuels qu’à l’engagement d’un seul homme, Émile Zola. Cette constatation amène donc à se demander si l’apparition des intellectuels doit

---

<sup>24</sup> *Idem.*

<sup>25</sup> Catherine Pomeyrols, *Les intellectuels québécois : formation et engagements 1919-1939*, Paris/Montréal, L’Harmattan Inc., 1996, p.44.

nécessairement être collective. Cette perception de l'émergence collective des intellectuels a pu à son tour biaiser l'étude de la naissance des intellectuels québécois.

Il faut de plus prendre en compte que l'étude des courants de pensée, des événements et surtout, de l'histoire des intellectuels ne peut être séparée de son contexte. En effet, comme l'affirme Léon Dion, le contexte doit être pris en compte afin d'expliquer la mobilisation ou l'absence des intellectuels.

La conjoncture favorise ou entrave l'intervention d'intellectuels qui écrivent et prennent position pour un large public tout en s'adressant également à leurs pairs dans le langage souvent hermétique accrédité dans leur discipline<sup>27</sup>.

Il ne faut donc pas étudier la naissance des intellectuels comme on l'a fait pour la France. Le contexte français dans lequel se produit l'Affaire Dreyfus est très différent du contexte québécois à la même époque. Certains courants de pensée se développent ici comme en France certes, mais l'évolution et l'interprétation qu'on en fait n'est pas la même qu'en France.

Si ce n'est pas l'Affaire Dreyfus qui est à l'origine de la mobilisation et de l'engagement des intellectuels québécois, est-il possible de supposer que d'autres événements, proprement québécois ou, du moins, directement liés au Québec, aient pu susciter leur intervention ? D'autres événements passés, sans aucun doute très importants dans l'histoire sociale et politique du Québec, ont pu mobiliser les intellectuels, sans pour

---

<sup>26</sup> Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *op. cit.* : p.5.

<sup>27</sup> Léon Dion, *op. cit.* , p.152.

autant faire état d'un engagement de l'envergure de celui fait en France au moment de l'affaire.

À la fin du siècle dernier, une question capitale se glisse au premier rang de l'actualité québécoise, il s'agit de la guerre des Boers. Dans cette guerre, "un peuple faible, mais brave, tient tête à ses troupes [l'Angleterre] durant deux ans et demi, en Afrique<sup>28</sup>". Le conflit préoccupe plusieurs puissances et le Québec fait état des moindres développements qui se produisent dans ce dossier. Tout comme l'Affaire Dreyfus, la guerre des Boers implique un débat nationaliste. En fait, les Canadiens français y voient une ressemblance avec leur situation de peuple minoritaire au Canada. "Les nationalistes découvrent une origine commune aux Canadiens français et aux Boers"<sup>29</sup> et par l'intermédiaire des revues et des journaux, ils veulent éveiller le sentiment de sympathie à l'égard de Boers. Henri Bourassa et Jules-Paul Tardivel en tête, les nationalistes utilisent cette guerre pour faire valoir leur idées. Certes, l'étude de Jean-Guy Pelletier ne permet pas de conclure à la présence ou non d'intellectuels au XIX<sup>e</sup> siècle.

Il serait toutefois intéressant d'aller au-delà de l'impact d'un événement particulier pour trouver la présence d'intellectuels québécois. Il est possible, en effet, que le cumul de plusieurs événements ait pu susciter l'émergence des intellectuels au Québec. Le report des idéologies et de leur confrontation d'un événement à l'autre ne serait-il pas,

---

<sup>28</sup> Jean-Guy Pelletier, "La presse canadienne-française et la guerre des Boers", *Recherches sociographiques*, vol.4, no 3, 1963, p.337.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p.339.

d'ailleurs, une façon encore plus sûre de créer et de consolider un groupe d'intellectuels dans un pays donné?

La fonction de l'intellectuel est d'abord de réfléchir sur une question précise afin de s'en forger une idée claire. Or, d'un événement à un autre, ne pourrait-il pas se produire un mûrissement des idées, ou du moins leur consolidation? Et ce processus ne pourrait-il pas aboutir au même résultat qu'un fort engagement, à savoir l'émergence des intellectuels?

L'hypothèse précédente mérite une réflexion. Si tel était le cas, il serait essentiel de faire la recension des principaux événements québécois qui auraient pu susciter la réflexion des intellectuels. Nul besoin que ces événements aient eu l'envergure de l'Affaire Dreyfus en France. En fait, plusieurs événements québécois ont entraîné la tenue de débats sociaux et politiques et, sans doute, la lente mobilisation d'un groupe d'intellectuels québécois.

La recherche présente n'a pas concouru à répondre à la question de l'avènement des intellectuels. En retour, il est à souhaiter qu'elle ait proposé de nouvelles voies d'études. Une telle approche nécessiterait l'analyse des différentes périodes où l'insatisfaction s'est fait ressentir au Québec.



Une chose doit cependant être précisée. Quel que soit le rôle de l'événement dans l'émergence des intellectuels, celui-ci est essentiellement lié aux idéologies. Fernand Dumont affirme d'ailleurs que "[...] les élites empruntent aux circonstances les prétextes et la légitimité de leurs dires<sup>30</sup>". Bref, l'événement permet et justifie la diffusion de nouvelles idées. Dans cette optique, il est permis de se demander si l'événement et le cumul des événements ont pu faciliter la propagation des courants de pensée élaborés auparavant. Un tel questionnement amène à l'interrogation du rôle de l'événement perçu davantage comme le propagateur des idées plutôt que le provocateur de la naissance des intellectuels.

Les nouvelles pistes d'étude proposées mettent donc l'accent sur la conjoncture. Par contre, si l'on en croit Yvan Lamonde, le contexte social, politique et la vie intellectuelle ne permettent pas la présence d'un groupe d'intellectuels au XIX<sup>e</sup> siècle. Néanmoins, quand Gérin utilise le substantif en 1901, il désigne sûrement un groupe bien présent dans la société. Gérin emploie le concept de façon à constater la présence de ce groupe et non pour l'inventer. Il est possible, voire même certain, que le mot ait été importé, sans doute de France, mais le groupe, lui, était fondamentalement une réalité québécoise.

L'Affaire Dreyfus n'a donc pas introduit l'intellectuel au Québec. Elle a peut-être contribué à développer un concept désignant un groupe d'intellectuels sans toutefois les faire naître. L'événement qu'a constitué l'affaire n'a pas non plus provoqué une forte

---

<sup>30</sup> Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1993, p.121.

mobilisation de la classe intellectuelle, elle a plutôt donné aux journalistes l'occasion de préciser certains thèmes se rapportant au nationalisme. Ces thèmes, comme celui de "mère-patrie", fortement utilisé au Québec au moment de l'Affaire Dreyfus, ont d'ailleurs orienté le nationalisme qui va dominer au XX<sup>e</sup> siècle.

Dans cette optique, le travail des journalistes peut alors être celui de l'intellectuel. Toutefois, cette hypothèse n'a pu être démontrée par la seule étude de l'Affaire Dreyfus. Néanmoins, dans la période qu'Andrée Fortin appelle la pré-modernité, qui va de la naissance de la presse au Québec au XVIII<sup>e</sup> siècle à la fin de la Première Guerre mondiale, "les intellectuels existent, s'expriment, mais ils n'ont pas encore acquis leur autonomie par rapport au monde du politique"<sup>31</sup>. C'est d'ailleurs ce qui pourrait expliquer leur retenue tout au long de l'Affaire Dreyfus puisque les journaux de l'époque suivent pour la plupart une ligne partisane.

Selon Fernande Roy et Jocelyn St-Pierre, le travail intellectuel de la haute rédaction des journaux n'est certainement pas un mythe. "Par haute rédaction, nous entendons le personnel de direction lié à la rédaction [...], c'est-à-dire les personnes responsables du contenu du journal, de sa production intellectuelle [...]"<sup>32</sup>. "Le personnel de la haute rédaction des quotidiens parus avant 1920 forme une élite culturelle au sein de la société

---

<sup>31</sup> Andrée Fortin, *op. cit.*, p.12.

<sup>32</sup> Fernande Roy et Jocelyn Saint-Pierre, "La haute rédaction des quotidiens entre 1850 et 1920", in Yves Roby, Nive Voisine, dir., *Érudition, humanisme et savoir*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1996, p.410.

québécoise<sup>33</sup>». Bien que les journaux de l'époque s'associent à une option politique, il apparaît réaliste de supposer que les journalistes québécois fassent le travail de l'intellectuel. Cette fonction est certes plus modeste et moins éclatante qu'en France, mais elle nous semble non moins réelle.

### *Conclusion*

L'étude de l'impact de l'Affaire Dreyfus n'a donc pas permis d'acquiescer sans aucun doute à la présence d'intellectuels canadiens-français à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Néanmoins, elle a contribué à confirmer la présence d'un débat politique. De plus, l'étude a collaboré à émettre certaines hypothèses sur la recherche des intellectuels. Ces nouvelles perceptions de l'avènement des intellectuels québécois sont sûrement dignes d'attention.

Si une affaire étrangère telle que l'Affaire Dreyfus a contribué à établir la présence d'un discours politique au XIX<sup>e</sup> siècle, c'est qu'il y a matière à étude concernant la recherche d'un discours intellectuel. Il semble possible, voire même certain, que la façon dont les études précédentes ont été menées, selon le modèle français, ait biaisé les résultats. Il est donc essentiel, à ce stade-ci de l'histoire des intellectuels, d'étudier l'avènement de ces derniers essentiellement selon le contexte plutôt que selon un modèle. Peut-être les études futures nous apprendront-elles de nouvelles choses sur l'origine véritable des intellectuels québécois.

---

<sup>33</sup> *Ibid.* , p.421.

## CONCLUSION

L’Affaire Dreyfus fut sans contredit l’événement le plus marquant de la fin du siècle d’abord en France, mais aussi dans plusieurs autres pays. L’affaire a provoqué la création de camps, soit le parti dreyfusard et le parti antidreyfusard, où les tenants des positions défendaient davantage une idéologie qu’une simple opinion sur le condamné. Les années qui ont précédé le déclenchement judiciaire de l’affaire ont servi à développer les courants qui allaient donner lieu tout au long de l’épisode aux affrontements entre les deux partis.

L’événement que constitue l’Affaire Dreyfus fournit l’occasion de diffusion de nouvelles idées. Le bouillonnement intellectuel que suscite une telle affaire finit d’ailleurs par déborder sur les autres sociétés, elles aussi sensibles aux mêmes idées nouvelles. Ces courants de pensée caractériseront d’ailleurs les idéologies qui prédomineront au XX<sup>e</sup> siècle.

Le Québec est aussi influencé par la vague que crée l’Affaire Dreyfus. En fait, l’affaire y est suivie par les journalistes au même titre qu’un événement purement québécois ou national et elle provoque même certaines réactions. La situation du Québec relativement à la France influe grandement sur la prise de position de la presse québécoise. Bien qu’elle retienne quelque peu son élan, elle prend position, du moins pour ce qui est de *La Patrie* et de *La Presse*, aux côtés de la mère-patrie, se souciant très peu de l’avenir du capitaine

Alfred Dreyfus. *La Vérité*, de son côté, retient aussi ses ardeurs bien qu'elle affirme son opinion concernant le possible complot judéo-maçonnique contre l'Église.

En plus d'impliquer d'autres puissances et de contraindre la paix entre eux, l'affaire a provoqué en France la forte intervention des intellectuels. Plusieurs études ont été menées à ce sujet, et la grande majorité des chercheurs s'entendent pour dire que l'Affaire Dreyfus constitue le véritable événement provocateur de l'émergence des intellectuels en France. Un grand nombre de ces chercheurs supposent aussi que c'est la France qui a exporté le phénomène, provoquant ailleurs la naissance de groupes intellectuels. L'hypothèse semble toutefois peu probable dans le cas du Québec.

En effet, l'étude de l'impact de l'Affaire Dreyfus au Québec a démontré qu'un discours politique existe sans toutefois prouver la présence d'une vie intellectuelle. Le précédent que crée l'Affaire Dreyfus au Québec réside essentiellement dans le discours diffusé par la presse québécoise. Les propos tenus à l'époque vont d'ailleurs conduire au discours nationaliste du XX<sup>e</sup> siècle. La naissance des intellectuels n'est certainement pas un phénomène importé de France. Ce qui peut l'être, c'est l'importation du substantif d'intellectuel. Il est en effet très réaliste de supposer que c'est des suites de l'Affaire Dreyfus et donc de l'utilisation que font les Français du concept d'intellectuel, que Léon Gérin l'utilise en 1901 pour désigner ce groupe. Cette affirmation ne reste cependant qu'une hypothèse non démontrée dans cette étude.

Quand Yvan Lamonde affirme que le contexte québécois de la fin du siècle dernier n'est pas propice à l'émergence des intellectuels en tant que groupe, il ne prête pas attention au discours ambiant. De plus, la série d'événements qui se produit précédemment à l'Affaire Dreyfus a certainement contribué à élaborer le discours tenu au moment de l'affaire. Elle prépare le discours nationaliste en croissance au tournant du siècle. Par ailleurs, l'événement provocateur dont parle Lamonde n'existe peut-être pas au Québec mais il n'apparaît pas, après réflexion, essentiel à l'émergence des intellectuels.

La recherche présente n'avait pas comme principal but de démanteler la thèse de Yvan Lamonde. Celle-ci a plutôt servi de point de départ à la réflexion concernant les conditions d'émergence des intellectuels et l'époque dans laquelle ils se sont engagés. L'étude portant sur l'impact de l'Affaire Dreyfus au Québec a permis de percevoir le phénomène d'un autre œil.

L'analyse de la couverture journalistique portant sur l'Affaire Dreyfus a contribué à confirmer la présence d'un débat politique à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Les prises de position que prennent les journalistes font preuve d'une démarche politique, peut-être intellectuelle. Les idées qu'ils diffusent témoignent des réflexions préalablement effectuées concernant l'avenir du Québec et de l'Église. L'engagement dont font preuve les journalistes n'est certes pas aussi spectaculaire qu'en France, mais il signifie tout de même la présence d'une argumentation.

Les résultats de l'étude ont aussi permis de proposer de nouvelles pistes de recherche portant sur l'histoire des intellectuels québécois, dont celle voulant qu'un cumul d'événements plutôt qu'un seul événement d'envergure ait pu contribuer à la formation d'un groupe d'intellectuels. La seule présence d'un discours politique dans la presse québécoise incite une réflexion concernant la possibilité de la naissance antérieure des intellectuels. En conséquence, si aucun événement d'envergure n'a pu provoquer ce phénomène, il est possible qu'une série d'événements l'ait fait.

L'étude de l'histoire des intellectuels doit donc être perçue tout autrement des recherches déjà complétées. En effet, comme Andrée Fortin l'a affirmé, c'est davantage la fonction intellectuelle que l'on doit d'abord tenter de cerner pour ensuite être en mesure de découvrir le discours intellectuel et par le fait même, les intellectuels. Les événements comme tel doivent aussi être vus différemment. Ils doivent être utilisés comme étant une chance saisie par les intellectuels de diffuser leurs idées préalablement élaborées, plutôt que l'événement déclencheur de la réflexion qui va donner lieu à ce discours.

Cette recherche n'a pu répondre à toutes les questions concernant les intellectuels du XIX<sup>e</sup> siècle, les ressources étaient limitées et seule une thèse de doctorat pourrait y arriver. Néanmoins, elle a sans doute contribué à donner de nouvelles pistes d'étude aux prochains chercheurs. Il existe au XIX<sup>e</sup> siècle une série d'événements dont les liens sont identifiables et dont les résultats permettront de mieux comprendre le phénomène de l'avènement des intellectuels au Québec.

## BIBLIOGRAPHIE

### 1- Sources

ANONYME, “Le capitaine Dreyfus”, *La Patrie*, Montréal, 4 septembre 1896, p.2.

ANONYME, “Choses de France”, *La Patrie*, Montréal, 23 décembre 1897, p.2.

ANONYME, “Affaires étrangères : l’Affaire Dreyfus”, *La Patrie*, Montréal, 21 janvier 1898, p.3.

ANONYME, “Les suites de l’Affaire Dreyfus”, *La Patrie*, Montréal, 31 janvier 1898, p.3.

ANONYME, “Choses de France : Au lendemain du procès Zola”, *La Patrie*, Montréal, 8 mars 1898, p.3.

ANONYME, “Choses de France”, *La Patrie*, Montréal, 10 mars 1898, p.3.

ANONYME, “Affaires étrangères : l’Affaire Zola”, *La Patrie*, Montréal, 1<sup>er</sup> avril 1898, p.5.

ANONYME, “Le “Witness” et Zola”, *La Patrie*, Montréal, 20 juillet 1898, p.4.

ANONYME, “L’Affaire Dreyfus”, *La Patrie*, Montréal, 2 septembre 1898, p.2.

ANONYME, “La situation en France”, *La Patrie*, Montréal, 16 septembre 1898, p.2.

ANONYME, “L’Affaire Dreyfus”, *La Patrie*, Montréal, 20 septembre 1898, p.4.

ANONYME, “Lettre de France”, *La Patrie*, Montréal, 1<sup>er</sup> octobre 1898, p.2.

ANONYME, “Lettre de France”, *La Patrie*, Montréal, 15 octobre 1898, p.4.

ANONYME, “Lettre de France”, *La Patrie*, Montréal, 22 octobre 1898, p.4.

ANONYME, “Lettre de France”, *La Patrie*, Montréal, 12 novembre 1898, p.12.



ANONYME, "Lettre de France : Autour de l'affaire", *La Patrie*, Montréal, 11 février 1899, p.6.

ANONYME, "Lettre de France. Les affaires en cours", *La Patrie*, Montréal, 18 février 1899, p.4

ANONYME, "Le "Witness" et Zola", *La Patrie*, Montréal, 20 juillet 1898, p.4.

ANONYME, "L'affaire Dreyfus", *La Patrie*, Montréal, 2 septembre 1898, p.2.

ANONYME, "La situation en France", *La Patrie*, Montréal, 16 septembre 1898, p.2.

ANONYME, "Il faut en finir avec l'Affaire Dreyfus", *La Patrie*, 4 mars 1899, p.4.

ANONYME, "C'est trop fort", *La Patrie*, Montréal, 15 septembre 1899, p.4.

ANONYME, "L'Affaire Dreyfus : Encore des racontars de source anglaise", *La Patrie*, Montréal, 16 février 1899, p.2.

ANONYME, "Lettre de France : Finissons-en avec l'affaire Picquart", *La Patrie*, Montréal, 25 mars 1899, p.2.

ANONYME, "Lettre de France : L'armée sottement attaquée", *La Patrie*, Montréal, 1<sup>er</sup> avril 1899, p.2.

ANONYME, "Lettre de France : Procès de presse", *La Patrie*, Montréal, 29 avril 1899, p.4.

ANONYME, "Le procès de Dreyfus", *La Patrie*, Montréal, 4 août 1899, p.4.

ANONYME, "Lettre de France : L'Affaire Dreyfus", *La Patrie*, Montréal, 19 août 1899, p.4.

ANONYME, "Le procès de Rennes", *La Patrie*, Montréal, 26 août 1899, p.4.

ANONYME, "C'est trop fort", *La Patrie*, Montréal, 15 septembre 1899, p.1.

ANONYME, "Lettre de France : La fin du procès Dreyfus", *La Patrie*, Montréal, 16 septembre 1899, p.4.

ANONYME, "La mémorable séance de la Chambre française", *La Vérité*, Québec, 19 février 1898, p.1.

ANONYME, "Zola - Dreyfus", *La Vérité*, Québec, 5 mars 1898, p.6.

- ANONYME, "Un Zola martyr", *La Vérité*, Québec, 27 août 1898, p.4.
- ANONYME, "L'Affaire Dreyfus", *La Vérité*, Québec, 24 septembre 1898, p.7.
- ANONYME, "L'Affaire Dreyfus", *La Vérité*, Québec, 1 octobre 1898, p.8.
- ANONYME, "L'Affaire Dreyfus", *La Vérité*, Québec, 8 octobre 1898, p.7.
- ANONYME, "L'Affaire Dreyfus : Mystère ou mystification?", *La Vérité*, Québec, 22 octobre 1898, pp.4-5.
- ANONYME, "À propos de l'Affaire Dreyfus", *La Vérité*, Québec, 29 octobre 1898, p.7.
- ANONYME, "L'Affaire Dreyfus", *La Vérité*, Québec, 22 juillet 1899, p.4.
- ANONYME, "L'esprit de l'Affaire", *La Vérité*, Québec, 5 août 1899, p.3.
- ANONYME, "Le procès Dreyfus", *La Vérité*, Québec, 19 août 1899, p.6.
- ANONYME, "L'Affaire Dreyfus", *La Vérité*, Québec, 23 septembre 1899, p.3.
- ANONYME, "Lettre de France", *La Vérité*, Québec, 4 novembre 1899, p.4.
- ANONYME, "L'Affaire Dreyfus", *La Vérité*, Québec, 21 juillet 1906, pp.1-2.
- ANONYME, "Dreyfus et Mercier", *La Vérité*, Québec, 28 juillet 1906, p.21.
- ANONYME, "L'Affaire Dreyfus", *La Presse*, Montréal, 3 décembre 1897, dernière édition.
- ANONYME, "La France", *La Presse*, Montréal, 14 juillet 1898, p.4.
- ANONYME, "L'Affaire Henry", *La Presse*, Montréal, 3 septembre 1898, p.8.
- ANONYME, "En France", *La Presse*, Montréal, 29 septembre 1898, dernière édition.
- ANONYME, "L'Affaire Dreyfus", *La Presse*, Montréal, 4 octobre 1898, p.4.
- ANONYME, "L'affaire", *La Presse*, Montréal, 15 décembre 1898, p.4.
- ANONYME, "L'Affaire ", *La Presse*, Montréal, 30 juin 1899, p.4.
- ANONYME, "La situation en France", *La Presse*, Montréal, 19 juillet 1899, p.4.

ANONYME, “À propos de l’Affaire ”, *La Presse*, Montréal, 23 août 1899, p.4.

ANONYME, “La fin de l’“affaire””, *La Presse*, Montréal, 9 septembre 1899, p.11.

ANONYME, “Dreyfus ”, *La Presse*, Montréal, 11 septembre 1899, p.4.

ANONYME, “Le capitaine Dreyfus n’a pas trahi la France”, *La Presse*, Montréal, 12 juillet 1899, p.1

ANONYME, “Pour l’honneur de Dreyfus”, *La Presse*, Montréal, 14 juillet 1899, p.28.

ANONYME, “L’innocence de Dreyfus”, *La Presse*, Montréal, 16 juillet 1899, p.2.

BEAUGRAND, Honoré, “La France calomniée”, *La Patrie*, Montréal, 19 janvier 1899, p.1.

BEAUGRAND, Honoré, “‘L’Affaire’ hors de France ”, *La Presse*, Montréal, 19 janvier 1899, p.4.

BEAUGRAND, Honoré, “Insultes à la France”, *La Patrie*, Montréal, 13 février 1899, p.4.

BEAUGRAND, Honoré, “Vive la France ”, *La Presse*, Montréal, 12 septembre 1899, p.4.

CLARETIE, Jules, “L’Affaire Picquart”, *La Presse*, Montréal, 4 février 1899, p.18.

CORRESPONDANCE SPÉCIALE DE LA VÉRITÉ, “XXXII<sup>e</sup> lettre de France”, *La Vérité*, Québec, 8 décembre 1894, p.8.

DE LA FARGUE, Maurice, “Lettre de France. La séance du 12 janvier”, *La Patrie*, Montréal, 28 janvier 1899, p.4.

DE LA FARGUE, Maurice, “Lettre de France”, *La Patrie*, Montréal, 9 septembre 1899, p.4.

E.A. de M., “Procès Zola”, *La Patrie*, Montréal, 7 mars 1898, p.6.

LAMBERT, “L’Affaire”, repris du *Matin* dans *La Presse*, Montréal,

LATOUCHE, M., “Lettre de France : L’Affaire Zola : quand finira-t-elle?”, *La Patrie*, Montréal, 11 juin 1898, p.10.

LATOUCHE, M., "Lettre de France : Encore l'affaire Dreyfus", *La Patrie*, Montréal, 2 juillet 1898, p.4.

LEFRANC, Jacques, "Lettre de Paris", *La Presse*, Montréal, 5 décembre 1894, p.2.

LEMAY, Stanis., "Gare aux Juifs", *La Vérité*, Québec, 14 août 1897, p.4.

LE PROVOST DE LAUNAY, "Dreyfus et Reinach", *La Vérité*, Québec, 14 août 1897, p.5.

MONTREAL, "Le verdict de Rennes", *La Patrie*, Montréal, 11 septembre 1899, p.4.

MONTREAL, "Un vent de Folie", *La Patrie*, Montréal, 14 septembre 1899, p.4.

PARIS, "Dreyfus", *La Patrie*, Montréal, 28 septembre 1896, pp.1-2.

PARIS, "L'Exil du capitaine Dreyfus", *La Patrie*, Montréal, 20 novembre 1897, p.1

PARIS, "Autour de Dreyfus", *La Patrie*, Montréal, 30 novembre 1897, p.2.

PARIS, "Est-ce un complot?", *La Patrie*, Montréal, 30 novembre 1897, p.3.

PARIS, "L'Affaire Dreyfus", *La Patrie*, Montréal, 3 décembre 1897, p.2.

PARIS, "L'Affaire Dreyfus", *La Patrie*, Montréal, 3 décembre 1897, p.5.

PARIS, "Guillaume et Dreyfus", *La Patrie*, Montréal, 4 décembre 1897, p.3.

PARIS, "L'Affaire Dreyfus", *La Patrie*, Montréal, 6 décembre 1897, p.1.

PARIS, "L'Affaire Dreyfus", *La Patrie*, Montréal, 7 décembre 1897, p.5.

PARIS, "L'Affaire Dreyfus", *La Patrie*, Montréal, 18 décembre 1897, p.16.

PARIS, "L'Affaire Esterhazy", *La Patrie*, Montréal, 12 janvier 1898, p.5.

PARIS, "Émile Zola poursuivi", *La Patrie*, Montréal, 14 janvier 1898, p.3.

PARIS, "Les suites de l'Affaire Dreyfus", *La Patrie*, Montréal, 31 janvier 1898, p.3.

PARIS, "Les aveux de Dreyfus", *La Patrie*, Montréal, 9 février 1898, p.2.

PARIS, "Le procès d'Émile Zola", *La Patrie*, Montréal, 14 février 1898, p.1.

- PARIS, "Le procès d'Émile Zola", *La Patrie*, Montréal, 16 février 1898, p.3.
- PARIS, "Le procès Zola", *La Patrie*, Montréal, 19 février 1898, p.12.
- PARIS, "Le verdict contre Zola", *La Patrie*, Montréal, 24 février 1898, p.4.
- PARIS, "Émile Zola : Il sera poursuivi de nouveau", *La Patrie*, Montréal, 9 avril 1898, p.18.
- PARIS, "Le procès de Zola", *La Patrie*, Montréal, 23 mai 1898, p.3.
- PARIS, "Le colonel Henry se coupe la gorge", *La Patrie*, Montréal, 1<sup>er</sup> septembre 1898, p.8.
- PARIS, "l'Affaire Dreyfus", *La Patrie*, Montréal, 2 septembre 1898, p.8.
- PARIS, "La révision du procès Dreyfus", *La Patrie*, Montréal, 7 septembre 1898, p.1.
- PARIS, "Le fameux bordereau", *La Patrie*, Montréal, 31 mai 1899, p.3.
- PARIS, "Pour Dreyfus", *La Patrie*, Montréal, 1<sup>er</sup> juin 1899, p.5.
- PARIS, "Second procès de Dreyfus", *La Patrie*, Montréal, 14 juillet 1899, p.6.
- PARIS, "Le procès Dreyfus", *La Patrie*, Montréal, 7 août 1899, p.1.
- PARIS, "Je suis innocent", *La Patrie*, Montréal, 8 août 1899, p.1.
- PARIS, "Devant la cour martiale", *La Patrie*, Montréal, 16 août 1899, p.3.
- PARIS, "La grâce de Dreyfus", *La Patrie*, Montréal, 18 septembre 1899, p.3.
- PARIS, "Réhabilitation de Dreyfus", *La Patrie*, Montréal, 12 juillet 1906, dernière édition.
- PARIS, "La fin de l'affaire", *La Patrie*, Montréal, 13 juillet 1906, p.1.
- PARIS, "À propos de Dreyfus", *La Patrie*, Montréal, 14 juillet 1906, p.21.
- PARIS, "Le traître Dreyfus", *La Presse*, Montréal, 13 novembre 1894, p.5.
- PARIS, "L'Affaire Dreyfus", Trefflé Berthiaume, dir., *La Presse*, Montréal, 21 décembre 1894, p.1.

PARIS, "Les suites de l'Affaire Dreyfus", *La Presse*, Montréal, 27 décembre 1894, p.3.

PARIS, "L'Affaire Dreyfus", *La Presse*, Montréal, 5 janvier 1898, p.10.

PARIS, "La dégradation", *La Presse*, Montréal, 7 janvier 1895, p.3.

PARIS, "Le procès d'Esterhazy", *La Presse*, Montréal, 12 janvier 1898, p.3.

PARIS, "L'Affaire Dreyfus", *La Presse*, Montréal, 14 janvier 1898, p.8.

PARIS, "Émile Zola", *La Presse*, Montréal, 7 février 1898, dernière édition.

PARIS, "Le procès de Zola", *La Presse*, Montréal, 9 février 1898, dernière édition.

PARIS, "Le procès de Zola", *La Presse*, Montréal, 14 février 1898, p.6.

PARIS, "Le procès de Zola", *La Presse*, Montréal, 17 février 1898, p.3.

PARIS, "Le procès de Zola", *La Presse*, Montréal, 18 février 1898, p.1.

PARIS, "Le procès de Zola", *La Presse*, Montréal, 21 février 1898, p.3.

PARIS, "Le procès de Zola", *La Presse*, Montréal, 23 février 1898, p.6.

PARIS, "Les suites du procès Zola", *La Presse*, Montréal, 25 février 1898, p.3.

PARIS, "Zola condamné", *La Presse*, Montréal, 18 juillet 1898, dernière édition.

PARIS, "Zola de nouveau condamné", *La Presse*, Montréal, 11 août 1898, p.5.

PARIS, "L'Affaire Esterhazy", *La Presse*, Montréal, 14 août 1898, p.6.

PARIS, "Le suicide de Henry", *La Presse*, Montréal, 2 septembre 1898, p.1.

PARIS, "L'Affaire Dreyfus", *La Presse*, Montréal, 26 septembre 1898, p.1.

PARIS, "L'Affaire Dreyfus", *La Presse*, Montréal, 3 octobre 1898, p.3.

PARIS, "L'ex-colonel Picquart", *La Presse*, Montréal, 26 novembre 1898, dernière édition.

PARIS, "L'Affaire Picquart", *La Presse*, Montréal, 29 novembre 1898, p.7.

PARIS, "L'Affaire Picquart", *La Presse*, Montréal, 2 décembre 1898, p.6.

- PARIS, “La crise en France”, *La Presse*, Montréal, 13 décembre 1898, p.1.
- PARIS, “Dreyfus”, *La Presse*, Montréal, 5 janvier 1899, p.6.
- PARIS, “L’Affaire Dreyfus”, *La Presse*, Montréal, 1<sup>er</sup> février 1899, p.3.
- PARIS, “C’est Esterhazy”, *La Presse*, Montréal, 31 mai 1899, p.1.
- PARIS, “L’Affaire Dreyfus”, *La Presse*, Montréal, 5 juin 1899, p.1.
- PARIS, “Dreyfus devant ses juges”, *La Presse*, Montréal, 7 août 1899, p.1.
- PARIS, “Pourquoi le huis clos”, *La Presse*, Montréal, 9 août 1899, p.1.
- PARIS, “Lavori se meurt”, *La Presse*, Montréal, 14 août 1899, p.1.
- PARIS, “Le procès de Dreyfus”, *La Presse*, Montréal, 25 août 1899, p.5.
- PARIS, “La sentence du conseil de guerre”, *La Presse*, Montréal, 11 septembre 1899, p.1.
- PARIS, “Recours en grâce”, *La Presse*, Montréal, 12 septembre 1899, p.7.
- PARIS, “Dreyfus libre”, *La Presse*, Montréal, 20 septembre 1899, p.1.
- PERRET, G., “l’Affaire Dreyfus”, *La Patrie*, Montréal, 9 septembre 1898, p.2.
- RONDOT, Ch., Correspondance spéciale de *La Vérité*, “XXXIIe lettre de France”, Jules-Paul Tardivel, dir., *La Vérité*, Québec, 8 décembre 1894, p.8.
- SERVICE SPÉCIAL DE LA PATRIE, “Lettre de France”, *La Patrie*, Montréal, 17 septembre 1898, p.2.
- SERVICE SPÉCIAL DE LA PATRIE, “Lettre de France. Le retour de l’opinion sur le cas du colonel Henry”, *La Patrie*, Montréal, 24 septembre 1898, p.2.

## 2- Histoire de l'Affaire Dreyfus

BIRNBAUM, Pierre et al., *La France de l'affaire Dreyfus*, Paris, Éditions Gallimard, 1994, 597 p.

BOUSSEL, Patrice, *L'affaire Dreyfus et la presse*, Paris, Armand Colin, 1960, 271 p.

BREDIN, Jean-Denis, *L'Affaire*, Paris, Fayard/Julliard, 1993, 856 p.

COLL I AMARGOS, Joaquim, "Dreyfusisme et anti-dreyfusisme en Catalogne : l'écho international de la crise française", *Sources Travaux historiques*, n°28, p.60.

DREYFUS, Alfred, *Cinq années de ma vie*, Paris, Librairie François Maspero, 1982, 267 p.

DREYFUS, Mathieu, *L'Affaire telle que je l'ai vécue*, Paris, Éditions Grasset et Fasquelle, 1978, 307 p.

DROUIN, Michel, dir., *L'Affaire Dreyfus de A à Z*, France, Flammarion, 1994, 713 p.

DUCLERT, Vincent, *L'affaire Dreyfus*, Paris, Éditions La Découverte, 1994, 125 p.

KASPI, André, "La France au ban des Nations", *L'Histoire*, Société d'éd. Scientifiques, 1994, p.96.

KHÉMIS, Stéphane, dir., "Un drame en cinq actes", *L'Histoire*, Société d'éd. scientifiques, 1994, p.7.

LANDAU, Philippe E., *L'opinion juive et l'affaire Dreyfus*, Paris, Édition Albin Michel S.A., 1995, 152 p.

MIQUEL, Pierre, *Une énigme ? L'affaire Dreyfus*, Paris, Presses Universitaires de France, 1972, 92 p.

RÉMOND, René, "Les catholiques choisissent leur camp", Khémis, Stéphane, dir., *L'Histoire*, Paris, Société d'éditions scientifiques, 1994, p.70-71.

ROUX, Georges, *L'Affaire Dreyfus*, Paris, Librairie académique Perrin, 1972, 297 p.

ZOLA, Émile, *La Vérité en marche*, Paris, Garnier-Flammarion, 1969, 250 p.

ZOLA, Émile, *J'accuse*, France, Éditions Mille et une nuits, 1994, 43 p.



### 3- Histoire des intellectuels

- CHARLE, Christophe, *Naissance des "intellectuels" 1880-1900*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1990, 271 p.
- DION, Léon, *Les intellectuels et le temps de Duplessis*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1993.
- DUMONT, Fernand et al., *Idéologies au Canada français 1900-1929*, Québec Presses de l'Université Laval, 1974, 377 p.
- DUMONT, Fernand, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1993, 393 p.
- FORTIN, Andrée, *Passage de la modernité. Les intellectuels québécois et leurs revues*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1993, 406 p.
- GÉRIN, Léon, "Notre mouvement national", *Mémoires de la Société royale du Canada*, section I, 1901, p.145-172.
- LAMONDE, Yvan, "Les 'intellectuels' francophones au Québec au XIX<sup>e</sup> siècle : questions préalables", *Revue d'histoire de l'Amérique française*, automne 1994, 48, 2, p.153-185.
- LAMONDE, Yvan, "L'affaire Dreyfus et les conditions d'émergence de l'intellectuel vues des amériques", in Marie-Christine Granjon et Michel Trebitsch, dir., *Pour une histoire comparée des intellectuels*, Paris, Éditions Complexe, 1998, p.111-123.
- ORY, Pascal et Jean-François SIRINELLI, *Les intellectuels en France. De l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1992, 271 p.
- POMEYROLS, Catherine, *Les intellectuels québécois : formation et engagements 1919-1939*, Paris/Montréal, L'Harmattan, 1996, 537 p.
- ROY, Fernande, *Histoire des idéologies au Québec aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1993, 127 p.
- ROY, Fernande, *Progrès, harmonie, liberté. Le libéralisme des milieux d'affaires francophones à Montréal au tournant du siècle*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1988, 301 p.

#### 4- Autres ouvrages de références

ANCTIL, Pierre, “Les Juifs et l’émigration”, *Le Devoir*, Montréal, UQRC, 1988.

ANCTIL, Pierre, *Le rendez-vous manqué. Les Juifs de Montréal face au Québec de l’entre-deux-guerres*, Québec, Institut de recherche sur la culture, 1988, 366 p.

BEAULIEU, André et Jean HAMELIN, *La Presse québécoise des origines à nos jours*, tome II (1860-1879) et tome III (1880-1895), Québec, Les Presses de l’Université Laval, 1977.

DE BONVILLE, Jean, *La presse québécoise de 1884 à 1914. Genèse d’un média de masse*, Québec, Les Presses de l’Université Laval, 1988, 416 p.

DIONNE, René et Pierre CANTIN, *Bibliographie de la critique de la littérature québécoise et canadienne-française dans les revues canadiennes (1760-1899)*, Ottawa, Les Presses de l’Université d’Ottawa, 1992, 308 p.

FELTEAU, Cyrille, *Histoire de La Presse. Le livre du peuple 1884-1916*, tome I, Montréal, Les Éditions La Presse, 1983, 401 p.

HAMEL, Réginald, HARE, John et Paul WYCZYNSKI, *Dictionnaire des auteurs de la langue française en Amérique du Nord*, Montréal, Fides, 1989, p.79-80.

HAMELIN, Jean, dir., *Dictionnaire biographique du Canada*, volume XIII, 1901-1910, Québec et Ottawa, Les Presses de l’Université Laval et University of Toronto Press, 1994, p.56-57.

HAMELIN, Jean, Beaulieu, André et Gilles GALLICHAN, *Brochures québécoises 1764-1972*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1981, 598 p.

LAMONDE, Yvan, dir., *Combats libéraux au tournant du XX<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Éditions Fides, 1995, 285 p.

L’ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC, *Répertoire des parlementaires québécois 1867-1978*, Québec, Bibliothèque nationale du Québec, 1980, p.47.

LEBEL, Jean-Marie, “La presse quotidienne de Québec en 1900, à une croisée de siècles et de mondes”, *Érudition, humanisme et savoir*, Sainte-Foy, Les Presses de l’Université Laval, 1996.

LINTEAU, Paul-André et al., *Histoire du Québec contemporain. De la confédération à la crise (1867-1929)*, Tome I, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1989, 758 p.

- PELLETIER, Jean-Guy, "La presse canadienne-française et la guerre des Boers", *Recherches sociographiques*, vol.3, 3, 1963, p.337-349.
- POLIAKOV, Léon, *Histoire de l'antisémitisme 2. L'âge de la science*, Paris, Calmann-Lévy, 1981, 527 p.
- SAVARD, Pierre, *Jules-Paul Tardivel*, Montréal, Fides, 1969, 94 p.
- SAVARD, Pierre, *Jules-Paul Tardivel, la France et les États-Unis 1851-1905*, Québec, Les Presses de l'université Laval, 1967, 499 p.
- SÉGUIN, Maurice, *Histoire de deux nationalismes au Canada*, Montréal, Guérin, 1997, 452 p.
- VOISINE, Nive, *Histoire du catholicisme québécois. Réveil et consolidation 1840-1898*, tome 2, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1991, 507 p.
- WEBER, Eugen, *Satan Franc Maçon. La mystification de Leo Taxil*, Paris, France, René Julliard, 1964, 239 p.

